

se sont manifestées, et que des conseils de guerre y ont été installés.

Avant hier 22 du courant, 10 individus ont été condamnés à mort et immédiatement exécutés dans la petite ville de Misilmeri. On poursuit le jugement des autres coupables. Parmi les 10 personnes exécutées, se trouvait un enfant qui, trop faible pour manier le fusil pendant les jours d'assassinat, courait armé d'un couteau, et achevait les victimes qui respiraient encore.

La commission militaire de Palerme s'est réunie ce matin, et procède au jugement des assassins de cette ville et des environs.

DEUX SICILES. — Naples, 3 août. — Le gouvernement, après avoir donné au premier régiment suisse dans l'ordre de s'embarquer pour Naples, vient d'englober au second régiment de se tenir également prêt à partir. Toutefois on ignore encore la destination de ce régiment, mais comme la tranquillité est rétablie dans les Abruzzes, on croit que ce régiment se rendra en Sicile. L'intervention énergique du gouvernement obtient ici une approbation générale. On est content que le roi ait confié le commandement en chef des troupes au ministre de la police, dont l'activité promet les plus heureux résultats. On ne parle plus du choléra, mais on prétend qu'il a réellement paru à Rome. — Du 31 juillet au 1<sup>er</sup> août, il n'est mort ici que 35 personnes.

P. S. Un bateau à vapeur venant de Palerme a apporté des nouvelles en date du 2 août. Tout y était tranquille. Il ne meurt plus que de dix à quinze personnes par jour, mais à Trapani, le nombre des victimes est de 350 à 400 par jour.

Palerme, 28 juillet. — Nulle part le choléra n'a fait autant de ravages qu'ici. Dans l'espace de six semaines, il a enlevé 35,000 âmes, c'est-à-dire la sixième de la population. L'état a perdu ses serviteurs les plus dévoués, les sciences, leur amis les plus ardens. En même temps, nous avons été témoins de cruautés et d'atrocités qui font honte à l'humanité : la populace semblait prendre à tâche de laisser loin derrière elle les peuplades les plus sauvages de l'Afrique; enfin, l'histoire rapportera que dans le dix-neuvième siècle on a mangé de la chair humaine dans un état européen. Des femmes et des jeunes filles ont été en butte aux violences les plus abominables. Grâces aux violences et aux renforts arrivés de Naples, l'orage est passé et le calme est rétabli. La justice a repris son cours. Plus d'un coupable a déjà été puni.

Messine, 31 juillet. — Depuis que l'on connaît ici le véritable état des choses, les alarmes sont devenues plus vives, quoique le choléra n'ait pas encore paru; mais on aurait assurément tort de s'imaginer qu'il ne régnera pas dans nos murs, car il a déjà éclaté à Syracuse et à Catane. Les dernières nouvelles de Syracuse sont très inquiétantes. Là aussi, la populace, après s'être débarrassée des autorités et avoir chassé la garnison, s'est emparée de toutes les fortifications dont elle est encore maîtresse en ce moment. Le port de Syracuse est fermé à tous les vaisseaux venant de Palerme; ceux de Malte sont seuls admis, ce qui paraît suspect et a donné lieu à une foule de conjectures. Nous espérons que le gouvernement napolitain prendra des mesures pour mettre promptement un terme à un état de choses aussi violent. On est curieux de voir quel accueil recevraient les troupes napolitaines. A Syracuse elles éprouvent une vive résistance.

DEUX SICILES. — On annonce l'embarquement du roi de Naples à Castellamare, pour la Sicile. Palerme 1<sup>er</sup> août. — Le choléra a quitté à peu près cette capitale. Les variations de l'atmosphère et le retour d'un grand nombre d'émigrants causent seuls encore de 20 à 30 décès par jour, mais personne n'y fait plus attention.

Le fléau poursuit ses ravages dans l'intérieur; Girgenti vient d'être atteint, Termini, Cefalù, Corleone et quelques autres points infectés ont renouvelé les scènes d'horreurs de Misilmeri; mais Syracuse a surpassé tous les autres pays. Le massacre d'aujourd'hui a été suivi de celui des autorités de plusieurs particuliers. Il y a eu

dément acte de propagande révolutionnaire dans cette ville, qui s'est mise en communication avec Malte.

Catane a suivi l'exemple de Syracuse. Les autres de Canning ou de quelque allié de l'Angleterre ont été lancés sur ces villes infortunées. Les troupes que l'on attend ici n'ont pas encore paru; mais on croit qu'elles se dirigeront sur Catane et Syracuse.

#### NOUVELLES D'ESPAGNE.

— Le gouvernement a reçu les dépêches télégraphiques suivantes:

Bordeaux, 21 août, 5 heures et demie du soir. Le général, commandant la 1<sup>re</sup> division militaire, à M. le ministre de la guerre:

Par décret de la reine, du 16, l'état de siège de la nouvelle-Castille a été levé.

Vigo était le 14 à 2 heures de Ségovie, après avoir pris une partie de son convoi.

Suivant le rapport du gouverneur de Têrrel du 13, le prétendant était le 12, à Camarilla, et les bandes sous ses ordres à Alambra.

— Oran était arrivé le 15 à Cella. Le 18, à Sagorosse, il n'était pas question des mouvements du prétendant sur la Castille, comme on l'avait d'abord annoncé.

Espartero était à Madrid le 16.

Bayonne, 21 août, 8 heures 1/2 du soir. Par décret du 13, l'état de siège a été levé.

Espartero a quitté Madrid hier avec une grande partie des troupes pour marcher sur Ségovie.

D'après les derniers rapports venus au gouvernement, don Carlos était le 14 à Alfambra, où on lui supposait l'intention d'opérer sa jonction avec les divers chefs de bandes, pour se diriger ensuite sur Cuenca par la Sierra d'Albarasin.

Buerens était à Montréal, et Oran devait à la même date arriver à Têrrel.

On lit dans un numéro du *Moniteur Industriel*:

Doucy, dont la fondation ne remonte pas au delà de six années, a vu dans ce faible laps de temps ses actions créées à 2,400 fr., monter à 420,000 fr.; le dernier denier ou douzième d'action qui s'est vendu sur notre place, a été payé 35,000 fr. le nombre des actions de Doucy étant de 26, cet établissement a donc aujourd'hui une valeur vénale de près de onze millions. L'action ou le sol de Brulle, concession dont l'exploitation est encore plus récente est montée, en quatre ans, de 24,000 fr., valeur primitive à 72,000 fr. taux actuel. La compagnie des mines de Marly, dirigée par trois habiles ingénieurs, se trouve dans les mêmes conditions que les compagnies de Doucy et de Brulle.

— L'ingénieur anglais Stephenson, l'auteur des meilleures machines locomotives pour les chemins de fer, vient, dit-on, d'inventer un appareil nouveau qui doublerait la force d'impulsion actuellement imprimée au convoi. Ainsi, on ferait de 24 à 36 lieues à l'heure, et deux convois marchant en sens contraire se croiseraient avec une rapidité de 50 lieues à l'heure.

## MINES DE HOUILLE.

de Saint-Berain et de Saint-Leger. (SAÔNE ET LOIRE.)

Six lieues carrées. — 20,017 hectares.

Les journaux ont annoncé tout récemment la mise en exploitation, sur une vaste échelle, des houillères de Saint-Berain et Saint-Leger, sur le canal du centre.

Cette entreprise se produit sous le patronage des hommes de l'art; et déjà un rapport de M. l'ingénieur Th. Viret, membre de la commission scientifique de Morée, publié par plusieurs journaux, a établi l'immense puissance et la qualité supérieure du gisement houiller de Saint-Berain et de Saint-Leger.

Il y a en émission pour 900,000 fr. d'actions seulement; 3,600,000 fr. ont été soumissionnés au moment de la constitution de la société qui est en pleine activité. Les actions sont de 1,000 fr., divisibles par coupons de 500 fr., nominatives ou au porteur et donnant droit en tous cas, à un intérêt de 5 pour 100 l'an.

On souscrit chez MM. LOUIS LEBREY et Cie, banquiers de la société, 44, rue Hauteville; A. GLENNAN, banquier, 11, rue de la victoire. CAILLAT et ANET agents de change. LEBON et FOULD notaires de la société.

## ANNONCES.

### MEDAILLES D'OR D'ARGENT CHOCOLAT-MENIER

Fabrique hydraulique sur la Marne Magasin en gros Rue des Lombards, 37 à Paris.

La vogue extraordinaire qu'obtient partout le *Chocolat Menier* et les récompenses honorables décernées par le Roi et la Société d'encouragement attestent mieux que tout autre éloge sa supériorité remarquable.

Dépôts dans presque toute la France, chez MM. les Pharmaciens et Epiciers. Fin 2 fr. Surven 3 fr. PAR EXCELLENCE 4 fr.

E stata smarrita, nel comune di Furiani, una Giumenta di pelame rosso, crine rasato, dell'altezza di cinque palmi e due dita. Coloro che la rinvenissero sono pregati di darne recapito presso il Sig. Antonio Filippi, strada dei Gesciti a Bastia.

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 23 au 30 Août 1837.

##### ARRIVÉES.

BONIFACIO, Gondole St-Joseph, cap. Stretti. CERVIONE, Bombarde la Vigile, c. Amiel. VENZOLASCA, Tartane l'Annonciation, cap. Guasco. CERVIONE, Mistick Conception, cap. Lorenzi. TOULON, Bateau à vapeur Golo, c. Valzi. PROPRIANO, Tartane Printemps, capitaine Cambiaggio. LIVOURNE, Bœuf St-Jean, cap. Lamberti. GENÈS, Bœuf Jésus-Marie, cap. Baussa.

##### DEPARTS.

PORTO-FERRAJO, Balancelle Ste-Colombe, c. Schettini. VENZOLASCA, Mistick Conception, c. Lorenzi. TOULON, Bateau à vapeur Golo, c. Valzi. CERVIONE, Mistick Conception, cap. Collari. VENZOLASCA, Tartane l'Annonciation, cap. Guasco. BONIFACIO, Gondole St-Joseph, cap. Zuani. LIVOURNE, Gondole St-Joseph, cap. Stretti. LIVOURNE, Mistick St-Jean-Luc, c. Canavaglia. VENZOLASCA, Tartane l'Espoir en Dieu, c. Benedini. VENZOLASCA, Mistick la Rose, cap. Sisco. LIVOURNE, Mistick l'Assomption, c. Bonelli.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'Imprimerie de C. Fabiani.

MERCREDI 6 SEPTEMBRE 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

APOUR le port de Bastia, les abonnements sont payés d'avance.

A l'abonnement pour l'étranger, on ajoute le port de la lettre et le droit de douane. Les abonnements sont payés d'avance.

# L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## CORSE.

Les réclamations les plus vives continuent à s'élever de toutes parts contre la résolution, qui paraît avoir été décidément prise par l'autorité, d'interdire le port d'armes de chasse. Nous avons dit que les auteurs et les conseillers de cette mesure inouïe prenaient sur eux une grave responsabilité. Nous voudrions nous tromper, mais nous craignons fort que nos prédictions ne s'accomplissent trop tôt, pour le malheur du pays.

Ce qui nous étonne toutefois dans tout ceci, c'est qu'en même temps que notre procureur-général se rend le promoteur des mesures les plus arbitraires pour interdire le port d'armes de chasse, il montre un singulier relâchement dans la poursuite des délinquants d'armes de guerre. Il est vrai que nous n'avons jusqu'ici qu'un seul fait à l'appui de ce que nous avançons; mais nous le tenons de bonne source, et il est des plus significatifs. Nous en donnerions même connaissance à nos lecteurs, n'était notre répugnance à citer des noms propres.

Nous ne pouvons croire que ce soit un acte de partialité de la part de notre procureur-général, quelles que soient les apparences qui nous paraissent nous le faire supposer. Quand on veut se donner les honneurs des mesures acerbes et impitoyables, le moins que l'on puisse y mettre c'est une certaine inflexibilité, c'est de la justice égale pour tous, sans acception de personnes. Serait-ce tout simplement de la légèreté? Dieu nous garde d'en accuser notre procureur-général dont on connaît la gravité habituelle. Nous nous abstiendrons donc pour le moment de toute réflexion qui pourrait paraître hasardeuse, nous réservant de revenir sur le fait, que nous signalons, dès que les causes nous en seront mieux connues, ou dès qu'il nous sera démontré que M. le procureur-général a changé sa jurisprudence.

M. le Préfet a validé les élections municipales de la ville de Bastia, et les nouveaux conseillers municipaux viennent d'entrer en fonctions. Il est pourtant bien aisé à démontrer que ces élections se trouvent frappées d'une nullité radicale.

La ville de Bastia a plus de 13,000 âmes de population et 27 conseillers municipaux à nommer. L'art 24 de la loi du 21 mars 1831 s'exprime ainsi :

Art. 44. Dans les Communes qui ont deux mille cinq cent âmes et plus, les électeurs sont divisés en deux sections.

Le nombre des sections sera tel, que chacune d'elles ait au plus huit conseillers à nommer dans les communes de deux mille cinq cent à dix mille habitants; six dans celle de dix mille à trente mille, et quatre dans celles dont la population excède ce dernier nombre.

La violation de la loi est donc manifeste, flagrante, puisqu'on n'a divisé la ville qu'en quatre sections électorales.

On ne sera point étonné d'une pareille bévue, si on réfléchit que nous avons un Préfet, qui, dans les documents statistiques présentés au Conseil général, classe les crimes, en assassinats commis avec préméditation et en assassinats commis en rixe; qui porte sur les listes des jurés choisis pour assister aux Cours d'assises, des juges de paix, des officiers de gendarmerie en activité, et des conseillers à la Cour royale, avec leur qualification respective, écrite en toutes lettres; qui, enfin, entreprend une expropriation forcée à l'amiable d'un bien dotal.

La Cour d'assises a senti enfin la nécessité de sévir contre les jurés défaillants, aussi bien que contre ceux qui quittent le siège de la Cour avant le terme de la session. Il était temps de prendre au sérieux les dispositions coercitives de l'art 306 du code d'instruction criminelle.

Les jurés condamnés à l'amende de 500 francs, sont MM. Piazza, Rocca Serra et Rusterucci.

L'ordre des avocats près la Cour royale de Bastia a procédé à la nomination de son bâtonnier. Son choix est tombé sur M. Bradi.

L'ouverture du Conseil-général a eu lieu le 26 août dernier. M. Pietri a été nommé Président, et M. de Buttalocio secrétaire.

## CHOLÉRA DE ROME.

Les lettres particulières du 19 août portent les cas à 250. Les décès à 150.

Des lettres postérieures, du 26 août, nous annoncent que le fléau sévit avec plus d'intensité. Parmi les victimes on déplore la perte du célèbre peintre français M. Sigallan.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 147.

PAIX D'ABONNEMENT POUR LA CORSE.

POUR UN AN	16 fr.
POUR SIX MOIS	8
POUR TROIS MOIS	4
POUR LE CONTINENT	20
POUR L'ÉTRANGER	24

Des abonnements, 20 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAIT TOUT LES JOURS.



## CHOLÉRA DE MARSEILLE.

Le 31 août il y a eu 52 décès cholériques.

Le 1<sup>er</sup> septembre . . 66 idem.

## DÉCOUVERTE D'UN REMÈDE ANTI-CHOLÉRIQUE.

Malgré notre ignorance médicale, nous ne pouvons nous dispenser, dans un puissant intérêt d'humanité, de signaler à nos concitoyens, un remède que plusieurs docteurs nous assurent être doué d'une infaillible efficacité contre le Choléra, à quelque degré d'intensité que soit parvenue la maladie chez celui auquel on l'administre.

Un de nos jeunes médecins, M. Alphonse Gay, avait remarqué que les charbonniers n'étaient pas soumis à l'influence cholérique; cela l'a amené à reconnaître dans le charbon végétal une vertu anti-épidémique. En effet, l'on sait communément que le charbon enlève l'odeur des matières animales en putréfaction, qui rend poissables les eaux corrompues et infectes en absorbant rapidement les gaz et les miasmes en dissolution. Le Choléra se propage par des émanations miasmatiques; les phénomènes cholériques qui se présentent tiennent à ces causes, tout agent désinfectant doit donc apporter dans l'organisation des modifications salutaires.

Le peuple dans son instinct devine presque toujours par avance ce que la science cherche en tâtonnant; frappé des effets terribles du Choléra qui cadaverise celui qui en est atteint, qui s'annonce par des douleurs insupportables d'entrailles, par des crampes qui crispent les jambes, par la couleur cyanosée, l'enfoncement des yeux, l'absorption de la partie colorante du sang, il a vu avec raison dans ce phénomène la présence d'un poison; dans son ignorance, il a cru à un horrible empoisonnement par des matières vénéneuses que des mains invisibles semaient dans les villes; il paraît démontré qu'une altération dans l'air, que des miasmes fétides développent réellement chez les individus les mêmes accidents que le poison; et l'on a eu raison de regarder comme des gens empoisonnés par l'air, les cholériques.

Avec ces données, on a dû être amené à rechercher le réactif le plus puissant, l'antidote le plus efficace pour combattre, expulser ce poison soudain qu'une atmosphère corrompue verse dans nos entrailles. Des expériences faites avec le plus grand soin, nous le proclamons avec assurance, ont eu lieu depuis hier; des docteurs dignes de foi, instruits de l'efficacité de l'emploi du charbon végétal ont été appelés auprès de cholériques parvenus à un état désespéré, ils ont administré le nouveau remède et les ont arrachés à la mort. Tous ont été sauvés, nous en avons les preuves sous les yeux.

Comme de raison, ce remède est de la plus grande simplicité, 40 grains ou demi-once de charbon végétal réduit en poudre impalpable.



délayers dans deux livres d'eau simple, administré par le bas, et 20 grains également délayés dans un verre d'eau chaude pris par le haut, composent ce remède. On voit que l'emploi en est extrêmement facile. Avec un ennemi aussi puissant que le Choléra, aussi intraitable, on ne doit pas croire trop légèrement à l'efficacité d'un remède qui tue le Choléra. Aussi ne nous sommes-nous décidés à écrire les lignes précédentes, qu'après avoir lu les lettres signées par des hommes honorables, qui tous se glorifient d'avoir enfin à leur disposition l'infaillible antidote du monstre; si nous nous sommes trop hâtés de partager leur confiance, ce que nous ne croyons pas, personne ne nous blâmera; car notre erreur porterait avec elle son excuse.

(Sémaphore.)

## PARIS.

Le départ de M. le duc d'Orléans pour le camp de Compiègne est fixé à samedi prochain, 26. Mme la duchesse d'Orléans et la duchesse de Mecklenbourg, sa mère, l'accompagneront, et demeureront à Compiègne pendant toute la durée des exercices du camp.

Le roi et la famille royale iront passer quelques jours à Compiègne vers le 20 septembre. On a adressé déjà un certain nombre d'invitations. Les personnes invitées se succéderont comme à Fontainebleau, et se remplaceront jusqu'à la fin du séjour de la famille royale. Parmi les personnes invitées, on cite M. Guizot qui l'a été par S. A. R. le duc d'Orléans.

Le roi a le projet de donner quelques fêtes militaires à Compiègne, et en a ordonné les préparatifs. S. M. désignera dans le château de Compiègne la galerie qu'il destine à recevoir les tableaux et portraits des personnages qui ont rendu cette résidence célèbre.

Il est probable que le roi ira au château d'Amboise.

Hier, à deux heures et demie, les voitures royales, sans gardes, et sans aucun luxe d'attelage et de livrée, se sont arrêtées à l'une des portes latérales de l'embarcadere construit dans la rue de Londres auprès du chemin de fer. MM. le directeur et les ingénieurs du chemin, et MM. les principaux administrateurs de cette entreprise, parmi lesquels on remarqua M. Rostschild d'ont eu l'honneur de recevoir S. M. la Reine, que les ducs d'Anjou et de Montpensier, et les princesses ses filles accompagnaient ainsi que le prince royal et S. A. R. madame la duchesse d'Orléans. La Reine a voulu que les honneurs de la journée restassent tout entiers à sa bru : « Je ne suis pas invitée, disait-elle gaiement, ne faites pas attention à moi. »

Après avoir visité les somptueux salons que l'administration a fait construire pour recevoir les voyageurs, la réunion s'était augmentée de plusieurs personnages de distinction, tels que M. Martin (du Nord), M. le général Aymes, M. le comte de Bondy, M. le comte de Rambuteau, M. Gabriel Delessert, etc., plusieurs hommes de lettres et des artistes, on est descendu par l'un des perrons qui conduisent à la première voûte, à l'entrée de laquelle se trouvaient les berlines de transport et la machine locomotive, fumante et prête à imprimer le rapide mouvement. Six cents personnes ont été admises à ce voyage.

Il y avait sept voitures. La famille royale occupait les premières places de la première berline. Une des voitures de transport conduisait en avant des musiciens dont les fanfares devaient charmer la route. Le trajet a duré vingt-neuf minutes. Dans un des salons du débarcadere du Pecq, lieu d'arrivée, M. de Rostschild avait fait préparer une magnifique collation qu'il a offerte aux augustes voyageurs et aux personnes qui les avaient accompagnés et suivis. Les rafraichissements étaient servis dans une vaisselle dont chacun admirait la beauté et le bon goût. Des fanfares ont retenti pendant toute la durée de ce repas

si magnifiquement improvisé. La Reine, les princesses et princesses ont été saluées par la garde nationale du Pecq et celle de St-Germain qui les attendaient sous les armes avec une partie des troupes de la garnison de la ville. De vives et cordiales acclamations ont retenti. Le retour s'est opéré avec plus de promptitude; on a mis vingt-sept minutes.

Aujourd'hui, un second voyage a eu lieu. Des députés, des artistes, des hommes de lettres, des citoyens de tout rang, étaient encore invités. Plusieurs convois sont partis successivement, et ont mis à franchir la distance à peu près le même temps que la veille. Un de ces convois, celui de deux heures, se composait en tout de 13 voitures traînées par deux locomotives. Près de 1,000 personnes avaient pu ainsi être transportées d'un seul coup. Rien de plus agréable qu'une parolite course, et chacun, en descendant de voiture, était tenté de redire ce mot prononcé hier par une des jeunes princesses : « Vraiment, cela dégoûte de toutes les autres manières de voyager! »

(Journal de Paris.)

Par ordonnances du roi en date du 22, M. Henry, préfet du département des Ardennes, est nommé préfet du département d'Ille-et-Vilaine, en remplacement de M. Danoyer, appelé à d'autres fonctions.

M. Choppin d'Arnouville, sous préfet au Havre, département de la Loire Inférieure, est nommé préfet du département des Ardennes, en remplacement de M. Henry, nommé préfet d'Ille-et-Vilaine.

La cour suprême vient de décider que des offenses faites à un président de collège électoral, élu par les électeurs, étaient punissables en vertu des art. 222 et 223 du Code pénal, comme adressées à un magistrat dans l'exercice de ses fonctions. L'arrêt a été rendu contrairement aux conclusions du procureur-général.

Le Courrier de Midi, annonce qu'un décès par suite de choléra a eu lieu dans cette ville, mais que les craintes d'abord conçues sur la propagation de l'épidémie ne s'étaient heureusement pas réalisées.

Le choléra commence à prendre un caractère inquiétant à Berlin. Le 18, on a compté vingt-six décès sur quarante cholériques. L'autorité prend les mesures actives pour arrêter l'invasion ou diminuer l'intensité de fléau.

On dit que l'escadre turque, partie dernièrement de Constantinople, est destinée pour Tunis, et on ajoute que les forces navales sorties de Toulon doivent empêcher le capitain-pacha qui la commande d'aborder dans ce port.

Une émeute a eu lieu à Naples dans la nuit du 12 août. Elle a commencé à la prison Vicaria : dix des plus criminels, plusieurs fois condamnés à mort, se sont évadés. On a réprimé sur le champ le mouvement.

On dit qu'un grand remaniement dans le personnel des consulats se prépare au département des affaires étrangères. Ce travail, qui est prêt à être porté à la signature du roi, ne comprendrait pas, assure-t-on, moins de vingt nominations, permutations ou avancements.

M. le lieutenant-général Tibarce Sébastiani, commandant la 8<sup>e</sup> division militaire, que l'inspection des troupes retenait depuis plus de quinze jours à Toulon, a été forcé d'interrompre ses travaux pour se rendre à Marseille, à cause du choléra. Son départ précipité pour cette dernière ville l'a aussi obligé de suspendre son voyage pour la Corse, où le conseil-général réclamait sa présence.

(Presse.)

Plusieurs journaux ont annoncé que M. Mallet, secrétaire général de la préfecture de police, allait être mis à la retraite. Cette nouvelle n'a aucun fondement.

(Charte de 1830.)

Les chefs circassiens, avant de livrer aux Russes la bataille qui a été fatale à ces derniers, leur avaient proposé la paix. On dit que ces propositions étaient faites d'après les conseils de

l'anglais de Constantinople. M. Bell, journaliste du Times, est au milieu des tribus insoumises et prétend qu'il sert d'organe secret au gouvernement d'Angleterre. Les Russes, dans le dernier engagement, étaient au nombre de 20,000, et cependant ils ont été repoussés au défilé de Vervava, et sur d'autres points.

Le sultan vient d'autoriser la publication d'un second journal en langue française à Constantinople. Le but de cette feuille et de faire connaître l'administration civile et politique de l'empire ottoman.

Un notaire d'Avignon est en fuite; il emporte des sommes considérables. Un rentier est compromis dans cette faillite pour 150,000 fr. Ce notaire ne laisse aucun gage à ses créanciers. On a donné l'ordre de l'arrêter, mais il paraît qu'il est déjà parvenu à passer à l'étranger. L'affaire est d'autant plus grave, que l'on a découvert une vingtaine de lettres de change fausses, et que trois personnes ont été arrêtées et mises au secret.

Le tribunal d'Oran vient de condamner à une forte amende et à un emprisonnement de six jours, un officier supérieur des douanes pour vexation envers le commerce.

La jurisprudence de la cour de cassation sur le duel n'a pas été acceptée par la cour de Bourges, qui a jugé cette question, le 31 juillet dernier, dans le même sens que la cour d'Orléans, dont l'arrêt avait été cassé.

M. le procureur-général s'est pourvu contre ce nouvel arrêt, et la cause devra se présenter en audience solennelle de la cour de cassation devant toutes les chambres réunies.

On lit dans une correspondance : « On s'attend généralement à recevoir, par le prochain paquebot de Lisbonne, les nouvelles du rétablissement de la charte de don Pedro dans la plus grande partie du Portugal. Il est évident, au surplus, que moins une minorité très-active et exaltée, mais impuissante pour tous, contre la volonté du plus grand nombre, minorité concentrée surtout dans la capitale, le reste du pays, les hommes de modération, d'égalité et d'ordre, préfèrent cette charte, mieux équilibrée, plus en harmonie avec l'état social des Portugais, à la constitution démocratique qui a été imposée à la reine après une espèce de parodie de la Granja. »

(Presse.)

Le roi de Sardaigne vient de promulguer un nouveau Code civil pour son royaume, où l'antique législation qui est encore en vigueur appelait une réforme. Ce code sera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1838.

Les nouvelles d'Angleterre sont dépourvues d'intérêt. Il reste encore cinq ou six élections à faire en Irlande. La majorité des réformistes est d'une trentaine de voix tout au plus.

D'après des lettres particulières, ce n'est pas seulement à Messine, Catane et Syracuse qu'il y a insurrection, mais dans presque toutes les parties de l'île, et ce qui laisse le gouvernement napolitain très incertain sur le véritable état des choses, c'est qu'à l'exception de Palerme, il n'y a pas de communications régulières et officielles. L'intérieur de la Sicile est livré à lui-même, et il ne serait pas prudent d'y envoyer des troupes; les cris de constitution, de sécession avec Naples se font entendre, le ralliement d'une grande masse des habitants des villes et des campagnes, et les ministres envoient courriers sur courriers. Ceux qui sont adressés à Rome, comme point central d'une partie de la diplomatie, ont donné lieu à des conseils que le représentant de l'Autriche a présidés de fait.

Un crime effroyable par lui-même et par les circonstances qui l'ont précédé et suivi, vient d'éclater la commune d'Hyères, quoiqu'il ait eu lieu sur un de ses points les plus reculés.

Le nommé Louis-Severin Touzé, âgé de 19 ans, vient d'assassiner son père qui, ainsi que lui, habitait l'île de Portofino.

Ce jeune homme, après avoir nié son crime dans le premier moment, l'avoue aujourd'hui et en raconte les moindres détails avec une horrible ingénuité; voici ce qu'il rapporte :

Dans la soirée du 2 août, le jeune Touzé avait reçu quelques vifs reproches de son père, qui n'avait pas trouvé sa soupe prête au retour de son travail, et qui d'ailleurs n'épargnait pas à son fils des corrections manuelles répétées; et ce fut la suite de cette altercation que lui survint l'idée de se débarrasser de son père. Cette idée, toute monstrueuse qu'elle était, ne l'empêcha pas de dormir, mais il se réveilla à minuit, quitta l'air où il était couché non loin de sa sœur, et après avoir battu le briquet et allumé sa lampe, il entra dans la chambre pour s'assurer si son père dormait. Il s'empara du fusil et le chargea dehors, puis il rentra de nouveau, déposa sa lampe sur la table, s'approcha de son père, qui reposait profondément, et commença par lui asséner sur le front un coup d'éclat (espèce de pioche provençale). Le malheureux vieillard poussa un cri qui ne déarma point l'assassin; il le frappa d'un second coup. Le crime commis, le meurtrier calcula froidement les moyens de le cacher et de donner le change aux habitants de l'île; Severin Touzé fit donc un large trou au plafond, qui était en assez mauvais état, arracha son père du lit où il était gisant, le fit passer par ce trou jusque dans la cave où s'apercevant que sa victime respirait encore, il l'acheva d'un coup de fusil, pour ne pas le faire souffrir plus longtemps, disait-il lui-même, après quoi il couvrit le cadavre d'un morceau de pierres, de plâtre et de gravier, cacha soigneusement les planches teintes de sang, et alla se recoucher près de sa sœur. Ne pouvant dormir, cette fois, il revilla cette jeune fille et lui confia son crime, en lui donnant l'assurance que si jamais elle en parlait, pareille chose lui arriverait. Celle-ci effrayée de l'éclat et suivit ses instructions, car elle courut jusqu'aux maisons les plus proches, racontant non sans larmes, que son père était mort, que le plafond de la cave s'était enfoncé, et qu'il était devenu la victime de cet accident. Tout le monde accourut de divers points de l'île, le fils Touzé gardait tranquillement ses bœufs, et se contenta de répondre aux interpellations et aux questions des personnes pressées qui s'étaient portées sur les lieux : que son père était mort et bien mort, et qu'il en avait la certitude.

On allait donc procéder à l'inhumation du cadavre, et cela sans autre procédure et cérémonies, quand le garde d'artillerie Fabre qui fait fonction de commandant de l'île conceut des soupçons sur la mort du vieux Touzé, soupçons qui lui étaient suggérés et par l'état du cadavre et par l'inspection des blessures. Un double rapport fut donc envoyé à M. Rigaud, adjoint spécial à la mairie d'Hyères pour les îles, et à M. le commandant militaire, tous deux s'adressant à l'autorité civile qui dépêcha à l'instinct même sur les lieux M. le juge de paix et M. le docteur Honoraty. Quand tous deux furent arrivés dans l'île, le crime était déjà connu et avoué. M. Fabre avait obtenu adroitement la vérité, car ses premiers soupçons ne l'avaient pas trompé, et ils étaient d'abord tombés sur Severin Touzé; il s'occupait tellement dans les interrogatoires qu'il eut à subir qu'il finit par convenir du fait horrible qui lui était imputé. Il a donc répété ses dépositions devant M. le juge-de-peace du canton d'Hyères qui l'a ramené de l'île et fait jeter dans la prison de la ville d'où il devra être envoyé à Toulon. M. Denis, maire d'Hyères, qui comme on sait s'occupe de phrénologie, s'est aperçu avec étonnement que cet odieux criminel n'avait point la protuberance de la destitue, Le célèbre phrénologiste. M. Dumonier, qu'on attend à Toulon, ira sans doute visiter et palper le jeune Touzé.

(Éclair.)

On lit dans la Presse. Le conseil-général de la Gironde a ouvert sa séance le 26. Après les premières formalités d'installation et la constitution définitive des bureaux, le conseil a immédiatement délibéré sur

la publication de ses procès-verbaux. Cette délibération a été prise à l'occasion d'une circulaire ministérielle dont M. le préfet a donné connaissance à l'assemblée. Dans cette circulaire, M. le ministre s'oppose, autant qu'il est en lui, à la publication des procès-verbaux des conseils généraux, prétendant qu'il a été informé que dans certains départements ces procès-verbaux étaient rédigés après coup, ce qui tend à faire croire que le secrétaire-rédacteur exprime son opinion plutôt que celle du conseil.

En conséquence, et sur la demande expresse de M. Fonfrède, secrétaire, le conseil-général a déclaré à l'unanimité que toujours les procès-verbaux de la séance lui avaient été constamment lus et soumis chaque jour, au commencement de sa séance, et adoptés en pleine connaissance de cause.

Le conseil-général a déclaré de plus à l'unanimité, que jamais il n'avait été fait à ses procès-verbaux aucun changement dans l'impression, qui avait toujours eu lieu avec la plus scrupuleuse fidélité.

Quant à la question au fond, le conseil-général, chaque membre individuellement consulté, a déclaré à l'unanimité qu'il persistait dans le système suivi par lui dans les années précédentes, et que ses procès-verbaux seraient publiés comme ils l'ont été jusqu'à présent.

Nous avons déjà exprimé notre manière de voir sur la publication des procès-verbaux des conseils de département. En temps ordinaire, le gouvernement ne saurait avoir aucun intérêt à cacher au public ce qui se passe au sein des conseils; en temps de crise, il ne dépend pas de lui d'empêcher que leurs délibérations ne soient connues au dehors; seulement, elles y sont alors imparfaitement connues, y étant colportées par lambeaux, tronquées, défigurées. La publicité des procès-verbaux est donc une chose qu'il est tout-à-fait impossible d'éviter; dès-lors, il nous paraît qu'il vaudrait mieux qu'elle fût régulière, légale et complète.

En ce qui touche l'inconvénient signalé par M. le ministre de l'intérieur, nous reconnaissons volontiers qu'il est très grave; mais rien n'empêche, ce nous semble, de le prévenir, en établissant une règle stricte et uniforme soit pour rédiger les procès-verbaux, soit pour vérifier et sanctionner leur contenu.

En définitive nous revenons toujours à ceci : quand on ne peut pas empêcher la publicité, il faut l'organiser.

MM. Richard Backer et fils, fabricants à Ossed-Side près de Dewsbury (Angleterre), viennent de perfectionner à un tel point la fabrication du verre, qu'ils ont su le rendre assez flexible pour l'employer au tissage d'étoffes de la plus grande finesse. Au moyen de ce perfectionnement, ils peuvent fabriquer des pièces de 2 aunes 1/2 de long sur une largeur qui varie depuis 9 onces jusqu'à 36. Ils font aussi des ornements en verre pour la coiffure des dames, qui sont très recherchés comme objet de curiosité et d'utilité.

La fondation d'une nouvelle société vient de jeter l'émoi dans le monde commercial à Paris. On assure que M. Bannex de Jony, propriétaire et Directeur de la célèbre manufacture de toiles peintes de Jony, va mettre son établissement en actions. Si, comme nous avons lieu de le supposer, cette nouvelle est certaine, nous ne savons pas où s'arrêtera le progrès des sociétés par actions; Car la manufacture de Jony est certainement l'un des plus vastes établissements industriels de la France et peut-être de l'Europe, et son propriétaire est un des plus riches négociants de la capitale.

Les affaires de houilles et celles de chemins de fer continuent à préoccuper l'attention publique. On peut dire de ces opérations que même les plus médiocres sont encore bonnes, puisqu'elles ont

pour but la satisfaction des besoins toujours croissants et tels que c'est à peine si la production la plus étendue arriverait au niveau des exigences de la consommation.

La houillère de S<sup>t</sup> Berain et S<sup>t</sup> Leger mise en société il y a un mois au plus a déjà réuni presque tout son capital social. C'est que cette affaire se présente avec des conditions de succès toutes spéciales. D'abord elle réunit comme débouchés requis, une grande route, celle de Lyon à Paris, un canal, le canal du Centre, un chemin de fer, celui d'Épinay à S<sup>t</sup> Leger, et si ce chemin de fer, ni cette grande route, ni ce canal, ne sont à établir aux dépens de son capital de constitution. Il ne s'agit pas non plus de recherches à faire, ni de travaux à ouvrir; les exploitations de S<sup>t</sup> Berain et S<sup>t</sup> Leger sont en pleine activité. Deux galeries amènent leurs charbons jusque sur le canal où elles débouchent directement, et 4 puits, avec leurs machines à vapeur, complètent une extraction qui n'attend que la fin du chômage de la navigation (Septembre) pour s'élever de 3,500 à 4,000 hectolitres par jour. La qualité des produits n'est pas non plus douteuse. On les a essayés comparativement dans une fabrique de Mulhouse où ils ont donné une économie de 9 à 10 p. % sur les charbons qui approvisionnent d'ordinaire cette manufacture. La même comparaison a été faite avec le même avantage dans des forges et hauts fourneaux de la Franche-Comté; elle se renouvelle avec ce moment dans les usines de Charanton le Pont.

## NOUVELLES D'ESPAGNE.

Bayonne, 22 août, 3 h. du matin. — Madrid, 19 août. — Le ministère Calatrava a donné sa démission en masse, à la suite des démonstrations militaires qui n'ont amené ni collision ni désordre. Par décret royal du 18, le cabinet est ainsi composé :

MM. ESPARTERO, ministre de la guerre et président du conseil;  
DON PETRO CHACON, conservant l'intérim de la guerre;  
BARDAXI, premier secrétaire d'état;  
VADILON, ministre de l'intérieur;  
SALVATO, ministre de la justice;  
PIO-PITA-PIZARRO, ministre des finances;  
Et le général SAN MIGUEL, ministre de la marine par intérim.

Tous ces ministres, excepté M. BARDAXI, sont membres des cortès.

Les carlistes ont évacué Ségorie, y laissant leurs malades et leurs blessés. Ils paraissent se diriger vers l'intérieur de la Castille.

On ne sait rien de nouveau du prétendant. Madrid est tranquille.

Bordeaux, 25 août, 6 h. du soir. — Toute la Castille, jusqu'au Duero, est délivrée de l'expédition carliste, qui a repassé cette rivière près d'Aranda. Vigo est arrivé le 18, sans pouvoir atteindre l'ennemi qui forçait ses marches pour se jeter probablement dans les montagnes de Soria.

Le 20, Madrid était tranquille. Espartero et ses troupes occupaient des positions près de la Sierra.

Les journaux de Madrid du 21 ne sont pas arrivés aujourd'hui. Voici ce qu'on écrit de Madrid, le 20 au soir :

Les démissions se succèdent. Celles de MM. Muna Saenz et Armendaritz, sous-secrétaire d'état aux finances et à l'intérieur, ont été acceptées par la régente, ce qui a mécontenté plusieurs personnages influents.

Ce soir, à sept heures MM. Pio Pitta Pizarro et le comte de Luchana ont transmis leur démission à la régente, qui n'a pas encore fait connaître sa résolution; seulement elle s'est écriée : Je crois que tout le monde m'abandonne! Cette phrase était à peine achevée que la démission de M. Chacon arriva aussi aux mains de S. M. L'indignité est au comble.



— Le *Mineral bordelais*, du 26, dit que jusqu'an 28 il n'y avait que le président du conseil, M. Bardat, homme de 70 ans, et M. le maréchal-de-camp Evariste San Miguel, ministre provisoire de la marine, qui aient consenti à accepter les portefeuilles.

ITALIE. — Le bruit a couru pendant plusieurs jours que non-seulement une insurrection avait éclaté dans les Abruzzes, mais qu'une conspiration avait été découverte à Naples même, au sein d'un régiment. Déjà l'on parlait d'une intervention autrichienne, et quelques mouvements de ces troupes avaient eu lieu dans le Milanais; il paraît pourtant, quoiqu'on n'ait pas de renseignements bien précis, que la situation est moins grave, que ce que l'on craignait, et les fonds de Naples qui avaient considérablement baissés, ont un peu repris faveur. Quant à la Sicile, quelque chose de mystérieux continue à regner sur toutes les nouvelles. A en juger par le ton d'anxiété qui règne dans les correspondances de cette île, dit la *Gazette d'Augsbourg*, on dirait qu'un bouleversement général est survenu dans la Sicile, ou doit y survenir, si la présence du roi de Naples ne parvient à apaiser les esprits. Si la Sicile a besoin de son roi pour se pacifier, elle court le risque de rester long-temps dans son état de désorganisation, car nos renseignements particuliers nous assurent qu'il est loin de vouloir partir, dans un moment où sa propre capitale n'est pas la partie du royaume qui ait le moins besoin de sa présence.

Le choléra qui a envahi le littoral de l'Adriatique, aussi bien que celui de la Méditerranée, fait peu de ravages à Gènes et à Livourne; mais à Rome il sévit avec plus de vigueur.

(Sémaphore.)

Le Gérant N. TARTAROLI.

#### ANNONCES.

##### OCTROI DE BASTIA.

###### 1<sup>er</sup> AVIS.

Le MAIRE de la ville de Bastia, chevalier de l'ordre royal de la légion d'honneur.

Préviend le public que le 2 octobre prochain à onze heures du matin, il sera procédé dans une des salles de l'hôtel de ville à l'adjudication, au plus offrant et dernier enchérissseur, et à l'extinction des feux, des droits de l'octroi de cette même ville, à titre de bail à ferme, pour trois années consécutives qui commenceront le 1<sup>er</sup> janvier 1838, et finiront le 31 décembre 1840.

Les droits sont établis sur les boissons, les cuirs et peaux tannés ou corroyés, etc., les tabacs, d'après le tarif sanctionné par S. M.

La mise à prix dudit bail est fixée à cinquante deux mille cinquante francs.

On n'admettra aux enchères que des personnes d'une moralité, d'une solvabilité et d'une capacité reconnues, et qui après s'être fait inscrire sur le tableau des candidats ouvert à la Mairie, auront obtenu du maire, quatre jours au moins avant l'adjudication, un certificat d'admission, sauf le recours à M. le Préfet.

Les personnes attachées aux administrations civiles, aux tribunaux, ou ayant une surveillance ou juridiction quelconque ne pourront être adjudicataires, ni associés de celui qui le sera, sous peine de résiliation et dommages intérêts.

Ne pourront pareillement, être admis aux enchères ceux qui font commerce de quelque un des objets compris au tarif.

Le cahier des charges, clauses, et conditions de l'adjudication est déposé au secrétariat de la mairie, pour être exhibé à tous ceux qui en voudront prendre connaissance.

Fait à Bastia, en l'Hôtel-de-Ville, le 6 septembre 1837.

Signé : LOTA.

#### BACCALAURÉAT ÈS-LETTRES ENSEIGNEMENT PRÉPARATOIRE

##### TROIS MOIS, DEUX MOIS, et UN MOIS.

M. Lemoine ouvrira du 15 août au 1<sup>er</sup> septembre de nouveaux cours préparatoires au Baccalauréat ès-lettres, qui tous seront terminés avant les examens de Novembre.

L'excellence de la méthode du professeur, les brillants résultats qu'il a obtenus jusqu'à ce jour, garantissent l'infailibilité du succès de son enseignement.

M. Lemoine qui professe lui-même les cours de Philosophie, de Rhétorique, d'Histoire et de Géographie, s'est adjoint pour la partie des sciences un ancien élève de l'école Polytechnique.

Les honoraires de l'enseignement sont très modérés, ils se fixent de gré à gré. Ils sont payables, la première moitié d'avance, la seconde moitié seulement après l'examen subi avec succès.

A un élève de Philosophie, Un mois de préparation suffit. — A un élève de Rhétorique, Deux mois suffisent. — A un élève de seconde ou de troisième, et à toute personne n'ayant fait que des études incomplètes, médiocres ou même incomplètes, médiocres ou même mauvaises, Trois mois.

ON S'INSCRIT RUE S<sup>t</sup> GEORGES N<sup>o</sup> 28.

#### MEDAILLES D'OR, D'ARGENT CHOCOLAT-MENIER

Fabrique hydraulique sur la Marnie Magasin en gros Rue des Lombards, 37 à Paris.

La vogue extraordinaire qu'obtient partout le *Chocolat Menier* et les récompenses honorables décernées par le Roi et la Société d'encouragement attestent mieux que tout autre éloge sa supériorité remarquable.

## MINES DE HOUILLE.

de Saint-Berain et de Saint-Leger. (SAÔNE ET LOIRE.)

Six lieues carrées. — 20,017 hectares.

Les journaux ont annoncé tout récemment la mise en exploitation, sur une vaste échelle, des houillères de Saint-Berain et Saint-Leger, sur le canal du centre.

Cette entreprise se produit sous le patronage des hommes de l'art; et déjà un rapport de M. l'ingénieur Th. Virlet, membre de la commission scientifique de Morée, publié par plusieurs journaux, a établi l'immense puissance et la qualité supérieure du gisement houiller de Saint-Berain et de Saint-Leger.

Il y a en émission pour 900,000 fr. d'actions seulement; 3,600,000 fr. ont été soumissionnés au moment de la constitution de la société qui est en pleine activité. Les actions sont de 1,000 fr., divisibles par coupons de 500 fr., nominatives ou au porteur et donnant droit en tous cas, à un intérêt de 5 pour 100 l'an.

On souscrit chez MM. LOUIS LEROUX et Cie, banquiers de la société, 44, rue Hauteville; A. CLOUET, banquier, 21, rue de la victoire. CAILLAT ET AMET agents de change. LEROUX ET FOUQUET notaires de la société.

Dépôts dans presque toute la France, chez MM. les Pharmaciens et Epiciers. Prix 2 fr. Surfix 3 fr. PAR EXCELLENCE 4 fr.

LA CREOSOTE BILLARD, contre les

#### MAUX DE DENTS.

Eulève à l'instant la douleur de dents la plus vive et guérit la carie des dents gâtées. — Le flacon carré est toujours accompagné d'une instruction. — Pharmaciens dépositaires. Sampolo à Ajaccio; Louis Gregori, à Bastia.



Maison de campagne à louer, avec ou sans meubles, dans une fort belle position, aux environs de la ville. S'adresser pour les renseignements au bureau du Journal.

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 30 Août au 6 Septembre 1837.

##### ARRIVÉES.

PORTO-VECCHIO, Bœuf St-Joseph, c. Bertocci.  
ALERIA, Mistick la Conception, cap. Collari.  
VENZOLASCA, Tartane Espoir en Dieu, c. Benedetti.  
VENZOLASCA, Mistick la Rose, cap. Sisco.  
PORTO-VECCHIO, Tartane Fanny, cap. Coudroyer.  
TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.  
BONE, Tartane la protégée de la Ste-Vierge, c. Peyrano.

##### DEPARTS.

GÈNES, Bœuf Vierge des Carmes, cap. Figallo.  
TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.  
ALERIA, Tartane la Midetis, c. Castellani.  
VENZOLASCA, Brick-goëlette Antoinette, cap. Mattei.

Bastia. — De l'Imprimerie de C. Fabiani.

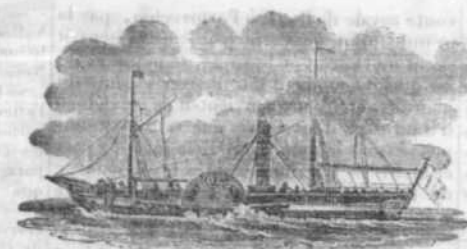
MERCREDI 13 SEPTEMBRE 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office central de l'Imprimerie de Bastia, rue N. Dame des victoires N<sup>o</sup> 18.  
A l'Imprimerie correspondance de M. Justin, et C<sup>ie</sup> Place de la Bastie, N<sup>o</sup> 8; à la correspondance commerciale, de PIERRE DE LA BOUTILLON rue St Honoré 297, ou l'on reçoit les annonces pour l'insalure française.



# L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

QUATRIÈME ANNÉE, N<sup>o</sup> 148.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.  
CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDIS.



#### CORSE.

Nous aurions désiré tenir nos lecteurs au courant des délibérations du Conseil général, à mesure que la session avançait; mais il nous revenait de ces choses qu'on ne peut pas croire à la légère, et qu'il est prudent d'attendre de plus d'une bouche, avant de les révéler au public.

Quelle que soit l'idée que nous nous fussions formée de la majorité des membres qui composent le Conseil général, nous avons préféré d'attendre que le Journal de la préfecture publiât le résultat de ses travaux. Voici en quels termes il s'exprime dans son N<sup>o</sup> du 9 de ce mois.

M. le préfet ayant été informé que le conseil était définitivement constitué, s'est rendu dans son sein; ayant pris place vis-à-vis le président, il a prononcé un discours qui a fait une vive impression. Il a fixé l'attention du conseil général sur divers objets qui intéressent particulièrement le pays, il s'est ensuite retiré, après avoir déposé sur le bureau, les rapports sur les diverses branches de l'administration, ainsi que les budgets et les comptes des dépenses départementales.

Le conseil s'est ensuite occupé de la nomination de plusieurs commissions.

Dans sa séance du 28 août, le conseil a arrêté le répartition des contributions entre les arrondissements ainsi qu'il suit, savoir :

Arrondissement d'Ajaccio . . . 54,482 fr.  
de Bastia . . . . . 84,622  
de Calvi . . . . . 33,952  
de Corte . . . . . 53,277  
de Sartène . . . . . 33,507

Total . . . 259,840

Dans sa séance du 29, le conseil s'est occupé de l'examen des comptes définitifs des dépenses départementales de l'exercice 1835 et des comptes provisoires de l'exercice 1836.

Ces comptes ont été approuvés sans aucune discussion.

Dans ses séances suivantes, le conseil a voté les dépenses départementales, ci-après désignées, pour l'exercice 1838.

BUDGET DES DÉPENSES VARIABLES ORDINAIRES.  
Chapitre 1<sup>er</sup> Préfecture . . . 1,450 fr. c.  
Chapitre 2. Dépenses ordinaires des prisons civiles . . . 32,150  
Chapitre 3 Dépôt de mendicité . . .  
Chapitre 4 Frais ordinaires du casernement de la gendarmerie . 18,800  
Chap. 5 Dépenses variables des cours et tribunaux . . . 16,350

à reporter . . . 68,750

Report. . . 68,750

Chap. 6. Travaux des bâtiments départementaux . . . 26,524 86

Chap. 7. Travaux des routes départementales . . . 19,710

Chap. 8. Dépenses ordinaires des enfants trouvés ou abandonnés 45,700

Dans cette somme est comprise celle de 12,000 f. pour les dépenses du dépôt central établi à Ajaccio.

Chap. 9 Encouragements et secours . . . 12,625

Dans cette somme est également comprise celle de 5000 fr. pour contribuer aux dépenses du grand et du petit séminaire d'Ajaccio.

Chap. 10 Dette départementale des exercices antérieurs . 150

Chap. 11. Dépenses diverses et dépenses imprévues . . . 12,000

Total . . . 185,509 f. 86 c.

#### BUDGET DES DÉPENSES FACULTATIVES ET EXTRAORDINAIRES.

##### Centimes facultatifs ordinaires.

1. Solde de la somme de 30,000 fr. votée pour l'érection du monument à la mémoire de Napoléon . . . 10,000 fr.

2. Supplément aux dépenses de l'Ecole d'enseignement supérieur à Corte . . . 4,500

3. Encouragement à M. Cerati, inspecteur des écoles primaires, pour le zèle et l'activité qu'il met dans son service . . . 500

4. Subvention aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication . . . 3077

5. Idem aux dépenses de construction du pont de la Barchetta . 1000

6. Secours à la commune de Belgodère, pour la construction du pont de Tuso . . . 500

7. Idem à la commune de Serra, pour la construction du pont de St-Antonio . . . 300

8. Indemnité au S. Ortol, ancien artiste vétérinaire . . . 200

Total des centimes facultatifs, 20,077 80

##### CENTIMES EXTRAORDINAIRES.

Construction d'une nouvelle caserne de gendarmerie à Ajaccio . . . 30,146 f. 25 c.

Subvention aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication . . . 15,208 15

Total . . . 45,354 f. 38 c.

#### INSTRUCTION PRIMAIRE.

Portion des centimes facultatifs ordinaires affectés aux besoins de l'instruction primaire . . . 25,070 f. c.

Produit de l'imposition extraordinaire votée en vertu de la loi du 28 juin 1833, ci . . . 6,083 25

Total . . . 31,153 f. 25 c.

Nous ferons connaître, dans notre prochain numéro, les principaux votes qui ont fait l'objet de la deuxième partie des opérations du conseil général; mais nous ne pouvons résister au bonheur que nous éprouvons de mettre immédiatement sous les yeux de nos lecteurs de la Corse et de la France entière, le vote concernant les sourds-muets, vote qui honore ses auteurs.

ÉCOLE DE SOURDS-MUETS. — M. le Préfet a communiqué au conseil-général une proposition faite par M. Pissin-Sicard, à l'égard de l'établissement d'une école rurale de sourds-muets à former en Corse.

Le conseil applaudit aux vues philanthropiques développées par M. Pissin-Sicard, et désirant s'associer à l'accomplissement d'une œuvre éminemment utile, il est d'avis d'affecter à l'établissement projeté le domaine départemental de l'Arena, qui est propre à cette destination, avec le produit de ce domaine.

Il vote également pour l'année 1838, trois centimes extraordinaires au principal des quatre contributions directes, pour contribuer aux frais de premier établissement.

Nos lecteurs nous rendront justice; nous ne nous sommes pas fait illusion. Nous savions d'avance qu'on n'aurait pas même examiné les comptes départementaux, et le Journal de la préfecture a soin d'annoncer au public qu'on les a approuvés sans aucune discussion.

En démontrant que la pépinière départementale, cette ferme modèle par excellence, n'avait jamais présenté dans les comptes de M. le Préfet, un seul centime de revenu pour résultat, nous n'espérons pas d'en voir voter la suppression. Cet établissement est aujourd'hui en très grande partie à la charge du trésor, et l'on passe en certain lieu pour de mauvais Corses, en prétendant que l'argent de la France, doit être uniquement employé à des dépenses utiles et productives. De même en démontrant que le dépôt des enfants trouvés occasionnait au département une dépense annuelle de plus de 26,000 francs, pour lui en épargner, une de 3,000, nous savions d'avance que c'était prêcher dans le désert. Il paraît que le dépôt ne coûte que 12,000 francs à l'avenir : n'est-ce pas encore une excellente spéculation pour le



département? Ah si notre Préfet et nos mandataires géraient ainsi leurs propres affaires!

On sait que de tous les points de la Corse, par cette espèce d'instinct populaire qui ne se trompe jamais, s'élève un cri unanime qui demande l'établissement, avant tout, des voies de communication. Nos fidèles représentants n'hésitent point à classer de nouvelles routes, mais ils réduisent en même temps les allocations qui leur sont destinées. Le chapitre des travaux des routes départementales, porté à une somme de 38,044 fr. sur le budget de 1837, est réduit à 19,710 fr. sur le budget de 1838. En revanche le chapitre des dépenses imprévues de 8,000 s'élève à 12,000 fr. Suivent 30,146 fr. pour la construction d'une nouvelle caserne de Gendarmerie à Ajaccio, 10,000 fr. pour le monument à la mémoire de Napoléon, et les secours, indemnités, subventions etc. accordés aux localités qui envoient les membres au Conseil général dévoués et soumis aux volontés de M. le Préfet. C'est ainsi que la Corse est administrée! — Règle inflexible. Une dépense municipale figure-t-elle sur le budget du département en faveur d'une commune? soyez certains que cette heureuse commune se trouve être habitée par quelque membre qui opine du bonnet au Conseil général. Crie-t-on haro contre l'insularité en plein Conseil au moment où s'élèvent des nuées d'encens en l'honneur de l'idole du lieu? soyez certains que c'est la voix de quelqu'un fort avancé dans les bonnes grâces de M. le Préfet, qui jouit de toute son intimité et qui a vendu ou acheté en famille quelque propriété au département; ne fût-ce qu'un petit couvent, avec ses accessoires et dépendances estimé au 20<sup>me</sup> de sa valeur.

Nous sommes désormais accoutumés à ces sortes de menées et de turpitudes qui mettent en mouvement quelques uns des Seignes dans les corps électifs, et il faut s'attendre à tout de la part de ceux qui ont effrontément trempé dans un faux matériel à la face de tout un pays.

Mais nous étions encore loin d'imaginer l'inconcevable projet d'un nouvel établissement fort dispendieux pour le département tel qu'une école de *sourds et muets* à l'Arena. Il y a de la finance là-dessous; nous n'en voulons d'autre preuve, que l'hymne entonné en l'honneur de M. le Préfet et de MM. du Conseil général par le Journal de la Préfecture.

Oh! que notre voix n'est-elle assez forte pour faire retentir dans tout le monde civilisé les noms des citoyens qui ont si bien compris les vœux, les besoins du pays qu'ils représentent, et qui les ont prévus avec un empressement si honorable! Gloire à eux! gloire surtout au vertueux préfet qui a senti si profondément toute la moralité, toute la grandeur de cette œuvre; qui lui a si bien préparé les voies, et qui a mis tant d'ardeur à lever tous les obstacles. M. Jourdan (du Var) qui avait déjà tant de droits à nos affections et à notre dévouement, vient d'acquiescer à notre éternelle reconnaissance un nouveau titre impérissable, etc. etc. etc.

M. le Rédacteur domicilié en l'hôtel de la préfecture! trêve, de grâce pour un instant, à votre extase, suspendez un moment vos chants et vos transports d'allégresse, et permettez nous une petite réflexion: Vous souvient-il, de tous ces éloges que vous avez prodigués, il n'y a pas long-temps, à M. le Préfet pour son projet de détourner de la plaine la

route royale de Bastia à Portovechio, par la grande raison que cette plaine ne présentait point un endroit où le voyageur pût se reposer quelque moment sans danger à cause du mauvais air? Vous souvient-il de ce déluge d'injures et d'invectives que vous avez imprimé sous le nom de MM. le juge de paix et maire de Cervione contre le Rédacteur de l'Insulaire, parcequ'il trouvait que ce n'était pas là une raison suffisante pour gêner la route et occasionner une surcroît de dépense de 300,000 fr. au trésor? Eh bien! le domaine de l'Arena est précisément situé au milieu de cette même plaine, et aujourd'hui c'est par humanité par philanthropie, que M. le Préfet veut y placer un établissement sédentaire tel qu'une école de *sourds et muets*!... Mais, est-ce qu'on ne peut pas prendre l'argent des contribuables sans se moquer d'eux?

Nous reviendrons sur ce vote et sur tous ceux qui ont eu lieu dans cette session.

— Nous lisons dans l'Ani de la Charte.

A Nantes, le conseil-général ne fut pas de diners officiels, mais il veilla scrupuleusement et avec lumière au bon emploi comme à l'économie des fonds appartenant au département et provenant des centimes additionnels, mais il jette un regard scrutateur et intelligent sur toutes les parties de l'administration; enfin, rien ne lui échappa, et afin que tous les citoyens puissent juger, apprécier et contrôler ses travaux, il a décidé que la presse périodique pourrait publier les procès-verbaux de ses séances. Aussi n'y a-t-il qu'une voix pour rendre, à notre conseil-général, l'hommage qui lui est dû, pour le féliciter de son indépendance et de ses travaux si bien préparés. La reconnaissance publique et l'approbation unanime des citoyens dignes de ce beau nom, seront la plus douce récompense de notre conseil-général: il a bien compris sa mission il l'a remplie avec une sévère équité et un infatigable zèle; c'est un conseil qu'on peut citer pour modèle à tous ceux qui, contrairement à lui, ne jouent pas cartes sur table.

CHOLÉRA DE MARSEILLE.

2 Septembre	65 décès.
3 idem.	38
4 idem.	32
5 idem.	23
6 idem.	24
7 idem.	19
8 idem.	17
9 idem.	20

CHOLÉRA DE LIVOURNE.				
Le 3	Septembre	47	cas	12 décès.
4	idem.	41	"	23 "
5	idem.	23	"	19 "
6	idem.	9	"	9 "
7	idem.	4	"	6 "

## PARIS.

— M. le duc d'Orléans, prince royal, a accompli sa 25<sup>e</sup> année; il est né à Palerme, le 3 septembre 1810.

— M. Duchâtel est arrivé hier à Paris, de retour du conseil-général de la Charente-Inférieure qu'il présidait. L'honorable député a fait une visite à M. Guizot et ils se sont rendus ensemble au château de St. Cloud.

— Le conseil-général de la Dordogne a autorisé son secrétaire à communiquer aux journaux les procès-verbaux de ses séances.

— Le conseil-général de la Loire-Inférieure a accordé la même autorisation aux journaux de Nantes.

— On fixe la réunion du parlement anglais à la première semaine de novembre.

— M. le lieutenant-général d'artillerie, comte Vallée, et M. le lieutenant-général du génie, baron de Fleury, accompagnés M. le duc de Nemours en Afrique.

— Les affaires d'Orient préoccupent beaucoup l'attention politique en Angleterre. On remarque surtout avec quelque anxiété la présence de fortes escadres française, turque et russe dans les parages du Levant, de la mer Noire et de l'Afrique.

— Le bruit est généralement répandu dans les cercles diplomatiques de Londres que le marquis de Clanricarde doit remplacer le comte de Durham en qualité d'ambassadeur d'Angleterre en Russie.

— EXPÉDITION DE CONSTANTINE. — Les préparatifs que l'on fait pour la prochaine expédition de Constantine apparaissent ici par la quantité d'effets qui arrivent aux magasins de campement et par les fournitures qui sont journellement adjugées; par le départ des deux ou trois bâtiments disponibles que nous avions sur rade, et qui sont partis pour Port-Vendres à l'effet d'embarquer un des régiments de la division active des Pyrénées Orientales; à Marseille, par le nolement d'un grand nombre de navires du commerce destinés à transporter des troupes à Bone. Il est probable que la colonne expéditionnaire se composera des 1<sup>re</sup>, 12<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup>, 47<sup>e</sup>, et 62<sup>e</sup> de ligne, d'un bataillon du 11<sup>e</sup> même arme, du 31<sup>e</sup> léger du 3<sup>e</sup> bataillon d'infanterie légère d'Afrique, du bataillon de tirai leurs, du 3<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique, des zouaves et des spahis, de 6 batteries d'artillerie et de 6 compagnies du génie; en tout environ 15,000 hommes et 1,500 chevaux, sans compter les Arabes auxiliaires.

Quelle activité que l'on déploie, l'armée ne pourra partir que vers la fin du mois de septembre.

TOULON, 2 septembre. — NOUVELLES DES ESCADRES. — Nous connaissons enfin la destination des vaisseaux des escadres Lalande et Gallois. Une lettre de Tunis à la date du 28, apportée par le paquebot la Chimère annonce ce qui suit:

Les vaisseaux le *Santi-Petri* et le *Trident* ont mouillé près de la citadelle où ils se trouvent encore; le *Jupiter* ayant l'amiral à bord, s'est tenu pendant quelque jours en dehors; il voulait, sans doute, avoir l'honneur des premiers coups de canon.

L'escadre turque n'a pas paru encore; les bateaux à vapeur qui chauffaient au moment de notre départ de Toulon sont à la recherche de l'escadre de l'amiral Lalande. Nous attendons les vaisseaux de cette division.

Nous sommes impatients de savoir s'il y aura quelques coups de canons tirés; ce n'est pas le désir de guerroyer qui manque aux équipages.

Le bateau à vapeur le *Tartare* est arrivé avec un immense chargement de charbon pour les bateaux à vapeur qui viendront avec l'escadre Lalande.

La chaleur est excessive ici, nous avons 27 degrés à l'ombre.

La *Chimère* chauffe, et je n'ai pas le temps de vous donner d'autres nouvelles.

MARINE MILITAIRE. — La corvette l'*Egérie*, commandée par M. Dumas, capitaine de frégate, est partie hier pour Port-Vendres où elle va prendre des troupes pour les transporter à Bone.

Le bateau à vapeur la *Chimère*, commandé par M. Janin, lieutenant de vaisseau, est arrivé ce matin venant de Tunis d'où il est parti le 29 avec des dépêches.

Le bateau à vapeur le *Rmaier* est venu mouiller en petite rade.

Le bateau à vapeur le *Cerbère* doit partir demain pour Alger avec la correspondance et 200 passagers appartenant au 23<sup>e</sup> de ligne actuellement à Bone, pour la légion étrangère et pour divers autres corps de l'armée d'occupation.

Le bateau à vapeur le *Cerbère* qui doit partir demain pour Alger, porte au payeur de l'armée d'Afrique 250,000 fr. en numéraire, un assez grand nombre de passagers et des dépêches pour les généraux Damremont et Bugeaud.

— M. Deloître, capitaine de vaisseau, prend passage sur la *Cabre* pour se rendre à Rome; il est chargé de diriger le débarquement des troupes qui doivent arriver dans ce port pour compléter l'effectif de la colonne expéditionnaire de Constantine: il sera commandant de la marine à Bone jusqu'à ce que tout soit fini dans cette province.

NOUVELLES DE TUNIS. — Il y a quelques contradictions dans les lettres qui ont été apportées de Tunis par le bateau à vapeur la *Chimère*. Les uns ont confondu les deux ou trois bâtiments égyptiens qui étaient sur rade avec l'escadre turque, à laquelle on allait défendre l'entrée de la Goulette. Quelques lettres parlaient d'une escadre anglaise, et il n'y avait à Tunis qu'un vaisseau de cette nation qui y reste en station. Ce qu'il y a de vrai, c'est le branle-bas de combat ordonné par l'amiral Gallois, l'absence de l'escadre turque qui n'avait pas encore paru, et le mystère que l'on a mis dans le mouvement de la division.

Voici des renseignements qui nous sont fournis par un de nos amis embarqué à bord d'un des vaisseaux de la division Gallois, et sur l'exactitude desquels nous pouvons compter.

Tunis, le 29 août.

Nous sommes arrivés ici le huitième jour après notre départ de Toulon. Le bateau à vapeur la *Chimère* est venu nous y joindre deux jours après avec des dépêches pour l'amiral. Cette fois l'expédition a été faite avec toutes les précautions propres à tenir son hui secret; et l'on a dû bien deviner en France pour savoir où nous allions. Nous-mêmes, à bord, nous étions impatients de savoir notre destination. Les uns pensaient que nous allions à Lisbonne; d'autres à Cadix. Ce ne fut que deux ou trois jours après notre départ, que nous avons su que nous allions remplir une mission à Tunis, et une mission de guerre encore, ce qui chatouillait agréablement nos équipages.

Samedi, jour de notre arrivée, à neuf heures du matin: étant à sept lieues de distance de Tunis, l'amiral Gallois signala l'ordre de se préparer au combat. Nous nous y disposâmes immédiatement, après un appareil complet pour les helasses. L'hôpital fut démoli dans un instant, et les malades descendus au fond de cale. Les cloisons de porte des officiers furent enlevées. Le branle-bas de combat fut battu les boulets furent montés aux batteries, et les canons chargés à double projectile; chacun lut bientôt à son poste.

Nous restâmes dans cette attitude jusqu'à ce que la rade de Tunis se fut offerte à notre vue libre de toute escadre ennemie. On faisait tous ces préparatifs de combat sans que nous fussions informés contre quel ennemi nous allions lutter. Dans un instant tout fut remis en ordre à l'exception des canons qui sont encore chargés. Maintenant nous savons que c'est contre une escadre turque que nos coups devaient être dirigés. Cette escadre devait apporter des troupes, des armes et des munitions au bey de Constantine, et nous sommes venus nous y opposer; d'un autre côté nous devons notre appui au bey de Tunis qui aurait pu avoir le sort de celui de Tripoli puisqu'il continuait à refuser ses tributs au Grand Seigneur.

Il paraît certain que l'amiral Gallois s'attendait à trouver l'escadre turque en rade, et que dans cette prévision il voulait y entrer mèche allumée pour s'embarquer à l'instant sans autre forme de procès. Nous sommes toujours sur pied de guerre, les sentinelles des gaillards ont leurs fusils chargés.

La *Palinure* est venue nous joindre le lendemain de notre arrivée. La division se compose en ce moment de trois vaisseaux: le *Jupiter*, le *Santi Petri* et le *Trident*, le brick le *Palinure*, des bateaux à vapeur le *Tartare* et la *Chimère*. On attend à chaque instant la division Lalande qui a accompagné le prince de Joinville. Nous ignorons complètement ce que feront les deux divisions une fois réunies.

En rade de Tunis se trouvaient à notre arrivée une frégate et une goëlette turques. Aujourd'hui lundi, une goëlette et un brick sont venus les ren-

forcer. Ce matin notre division a appareillé pour mouiller plus près de la citadelle qu'elle l'était de la rade, et a pris une position qui peut lui permettre d'embarquer au premier signal.

Nous sommes entrés en libre communication avec la terre, et l'amiral Gallois est allé en ville sans doute pour conférer avec le consul et avec le bey.

## COLONIE D'AFRIQUE.

Le traité de paix avec Abd-el-Kader a rendu la position du lieutenant-général Damremont, bien plus difficile et bien plus délicate que celle de ses prédécesseurs. Jusqu'à ce jour nous n'étions entourés que de tribus belliqueuses remuantes, entreprenantes, mais faisant la guerre pour piller et ramasser du butin, faisant des *razzia*, de préférence sur nous et nos alliés, à cause de la différence de religion; mais quand des considérations majeures les empêchaient de se ruiner sur nous, les tribus guerroyaient entre elles, et la plus faible était ordinairement sacrifiée par celles qui étaient plus nombreuses ou plus guerrières. Depuis le traité de paix, l'émir a établi une nationalité arabe qui n'existait pas. La reddition du Mechouar et de Tlemcen, dont jamais il n'avait pu s'emparer, et qui était l'objet de tous ses desirs, l'abandon du camp de la Tafna, qui nous a coûté tant de travaux et tant d'argent, ont persuadé aux Arabes, bien mieux que des proclamations et des ordres du jour qu'ils ne lisent pas, que l'émir avait réellement accordé la paix à la France, et ont singulièrement augmenté sa puissance et son influence. Depuis Oran, jusqu'à la Mitidia, nous sommes entourés par l'empire créé par Abd-el-Kader.

Le seul homme qui contrebalaie sa puissance et s'oppose au système de nationalité arabe, c'est Achmeth bey de Constantine, qui dans l'Est continue le système turc. Ce système est détesté par les nationaux; mais le cimetière des janissaires du bey retient fortement sous son obéissance les nombreuses tribus qui frémissent de ne pouvoir seconner son joug. — Si nous abattons les colosses, si comme la chose est certaine en cas d'expédition, nous nous emparons de Constantine et si par un bonheur inespéré nous nous emparons de la personne du bey, que ferons-nous de cette ville? Elle est trop en avant dans les terres pour que nous puissions y tenir garnison. La dévasterons-nous? Mais alors nous devenons des vandales... La rendrons-nous au bey? Mais dépourvu du prestige de puissance qui l'entourait, maintenant, il ne pourra plus faire respecter son autorité et la puissance de l'émir augmentera en raison directe de l'affaiblissement de la puissance turque? L'avenir de la colonie peut dépendre du parti que le gouverneur prendra. Et ce qui est certain, c'est qu'un traité de paix honorable vaudrait mieux pour le commerce et les colons qu'une brillante campagne, dans laquelle le sang même du bey aurait lavé l'affront reçu l'année dernière. Quant aux clauses du traité l'on peut assurer que le général Damremont ne poussera jamais la complaisance jusqu'à apposer sa signature à un traité honteux.

Malgré l'activité des travaux pour l'expédition, l'on pense qu'elle sera retardée par le grand nombre de malades qui encombrant les hôpitaux de Bone et d'Alger.

Les cavaliers d'Achmeth ont tout incendié sur la route que nous devons suivre; ainsi donc il nous faudra emporter avec nous tout ce dont nous aurons besoin. Aurons-nous une assez grande quantité de moyens de transport? L'on en doute.

Cependant les troupes qui ont vu avec quelle prudence et quelle habileté le gouverneur a conduit les expéditions dans la plaine ont toute confiance en lui. Elles sont persuadées que leur général en chef ne donnera l'ordre de se porter en avant, que lorsque tout aura été prévu et assuré, et sous lui elles marcheront à un succès certain.

Aussi les bataillons qui s'embarquent à Alger pour Bone sont ils transportés de joie, ceux qui restent sont plongés dans la tristesse. De l'eau,

du pain, des cartouches et le désir de nos vétérans comme d'habitude, sont le premier objet de leur sollicitude.

Un bateau à vapeur vient d'arriver de Bone. D'après des on dit, dont je ne puis garantir l'exactitude, les négociations auraient été reprises et cette fois un officier du bey se serait abouché avec le gouverneur, et les difficultés qui avaient fait rompre les négociations entamées par Busnach auraient été applanies. Nous attendons avec impatience la confirmation de ces nouvelles. (Sémaphore.)

## NOUVELLES D'ESPAGNE.

Les nouvelles d'Espagne sont de plus en plus déplorables. A Pampelune les conséquences du meurtre de Sarsfield se sont développées.

La Navarre s'est proclamée indépendante. Or, l'on sait que lorsque un événement de cette nature éclate en Espagne, les provinces où les exaltés sont en majorité ne tardent pas à suivre l'exemple qui leur est donné.

L'anarchie étant à son comble dans ce malheureux pays, aucune considération ne pourra empêcher Barcelone, Saragosse, Malaga, Cadix, Valence, de suivre l'exemple de Pampelune. Que fera le gouvernement central en présence d'une pareille complication? Fera-t-il marcher des troupes contre les provinces révoltées; mais il lui en reste à peine assez pour contenir les mécontents à Madrid. D'ailleurs un général qui voudrait diriger des troupes contre les *exaltados* ne courrait-il pas le risque d'aller rejoindre Escalera et Sarsfield?

Il est impossible qu'au milieu de tant d'éléments de désordre l'Espagne ne soit pas à la veille des plus grands malheurs; nous la voyons arriver au moment où le frein des lois était partout méconnu, le lien social s'y rompra entièrement; ce ne sera plus un peuple civilisé que nous aurons pour voisin au-delà des Pyrénées, ce sera une agglomération de diverses bandes de brigands; les villes se feront la guerre, les campagnes seront dévastées par les guerillas de toutes les couleurs, et le pays tout entier sera un immense coupe-gorge.

Cependant nous ne voudrions pas douter de la Providence. Un peuple qui a occupé une si belle place dans l'histoire du passé ne peut pas être rayé de la carte.

L'Espagne doit reprendre son rang; mais pour cela il faut des miracles; pour cela il faut que le ciel lui envoie un de ces bras puissants, une de ces têtes organisatrices qui sont la planche de salut des peuples livrés aux tempêtes révolutionnaires. Nous ne savons pas quel avenir est réservé à l'Espagne; mais il nous semble que ni la reine, ni don Carlos ne seront à même de mettre un terme à ses malheurs. (Sémaphore.)

Bayonne, le 2 septembre, à trois heures et demie.

— Soivant les nouvelles de Pampelune du 30, le vice roi entrerait cette place, dans l'intention de faire rentrer dans le devoir les révoltés.

Toutes les troupes, excepté les tiradores, feraient cause commune avec lui.

Espartaco est parti de Madrid le 27, avec ses troupes pour Jadraqua.

Les autres dépêches annoncent une défaite essuyée par Bueros, dans les environs d'Herrara. Les troupes de don Carlos, au nombre de 10,000 hommes et 600 chevaux auraient fait éprouver aux troupes de la reine une perte de plus de 1,500 hommes.

Nous craignons bien que ceci ne soit le commencement d'une série d'avantages partiels qui finiront par conduire don Carlos à Madrid.

L'armée du prétendant n'est pas très nombreuse mais du moins la discipline y est rigoureusement observée, mais on n'y assassine pas les généraux en chef; mais on n'y dicte pas au prince le choix de ses ministres.



MM. le Vicomte de Suleau ancien Préfet, ancien Directeur-général de l'enregistrement et des Domaines; le Baron de Mautort, ancien Maire de Paris; F. du Closel, Banquier;

Viennent de fonder à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 44, sur des bases nouvelles, dans les plus vastes proportions, et avec le système le plus complet de garantie, un établissement dont l'objet est d'assurer les jeunes gens contre les chances du recrutement, et d'opérer le remplacement de ceux qui seraient appelés au service.

Divers systèmes ont déjà été essayés dans ce but; mais il est incontestable qu'aucune société ayant pour objet spécial ce genre d'assurance, n'a été constituée sur des bases larges et solides.

Nul doute cependant que les garanties que chacun accepte avec empressement pour la conservation de sa maison ou de ses récoltes, pour les chances inconnues d'un chargement maritime, ne fussent acceptées avec plus d'empressement encore par des pères et mères de famille pour la conservation de l'enfant que la loi vient à l'époque de sa vingtième année, époque la plus belle et la plus fertile en espérances, disputer à leur tendresse et à leurs intérêts les plus positifs.

C'est également une vérité démontrée que le jour où la loi, d'accord avec les besoins actuels de la société, a reconnu à chaque individu, compris dans le contingent cantonal, le droit de se faire remplacer, toutes les mesures, toutes les conséquences qui peuvent avoir pour objet de mettre ce droit précieux à la portée de plus grand nombre, n'ont plus été que les conséquences naturelles et licites de la loi; et c'est ainsi que le principe de l'assurance contre les chances du recrutement est sorti de la loi même du recrutement, comme la combinaison la plus propre à réaliser dans l'intérêt de tous l'exécution de l'une de ses dispositions les plus essentielles.

La faculté du remplacement, que le système impérial lui-même a respectée, au milieu des nécessités de sa période la plus belliqueuse, ne saurait donc être considérée comme une faculté transitoire qui, autorisée par des lois en vigueur, puisse être facilement abolie par d'autres lois. C'est des mœurs et des besoins de la société que le remplacement a passé dans la loi, et il y restera tant que les mœurs et les besoins seront les mêmes. Or, il est de fait que le nombre des propriétaires, qui s'accroît sans cesse par l'égalité des partages, comme le nombre des artisans par la liberté de l'industrie, tend à augmenter de plus en plus cette partie de la population, qui a le désir et le moyen d'acquiescer, entre les mains des tiers, la rançon des sept années de service militaire que la loi demande à tout citoyen.

Soixante mille remplaçants, présents aujourd'hui dans les rangs de l'armée active, témoignent la vérité de cette assertion.

C'est sous l'empire de ces diverses considérations que la Compagnie générale d'assurances pour la libération du service militaire a été formée par MM. le Vicomte de Suleau, ancien Conseiller d'état, ancien Préfet et ancien Directeur-général de l'enregistrement et des Domaines; le Baron de Mautort, ancien Maire de Paris, et F. du Closel, Banquier.

Le système d'assurance qu'elle a adopté diffère essentiellement des systèmes pratiqués jusqu'à ce jour. L'assurance, qui jusqu'à présent ne se contractait que dans l'année du tirage, et qui à cette époque, imposait aux pères de familles un sacrifice souvent au dessus de leurs ressources, se contracte à tous les âges, depuis un an jusqu'à vingt ans. Une prime unique ou annuelle est fixée d'après un tarif établi suivant l'âge et les chances de mortalité.

L'avenir de la société et l'exécution de ses engagements sont garantis par un capital social de 1,500,000 francs converti en rentes sur l'état, et par les fonds des primes qui seront également converties en rentes.

La société d'abord établie en commandite, a prévu le cas où elle obtiendrait du gouvernement l'autorisation de se convertir en société anonyme; les statuts n'ont rien à craindre de l'examen le plus sévère; toutes les précautions, toutes les garanties que pouvait imposer l'administration, ont été prévues: ainsi il n'a pas été créé d'actions industrielles au profit des gérants, ainsi leurs actes ont été soumis à un contrôle de tous les jours. Les cinq premiers souscripteurs d'actions forment un conseil de surveillance, qui a reçu de l'acte de société les pouvoirs les plus étendus; ces avantages ont été compris, une partie du fond social a été réalisée à Paris par de nombreuses souscriptions; il s'agit maintenant tous les jours par les adhésions de nouveaux agents dans les départements: Les cinq premiers souscripteurs formant le conseil de surveillance, sont Messieurs:

Le Marquis de Choiseul, Maréchal de Camp, ancien membre du corps municipal de Paris et du Conseil général des Manufactures; le Chevalier de Grandval, propriétaire; Edouard de Nauvois, propriétaire, et le Vicomte de Faugainville, officier de cavalerie.

L'organisation des agences est complète dans un grand nombre de départements, sur toute la France elle est suivie au moyen d'inspecteurs envoyés sur les lieux. Les agences sont formées d'un arrondissement, chaque agent doit être souscripteur de deux actions, dont l'une est payable d'ici au premier janvier, par un versement en argent, et l'autre n'est payable qu'en retenues sur les remises acquiescées. Les statuts, les tarifs, tous les calculs sur lesquels reposent les bases de la société seront adressés aux personnes qui désirent obtenir une agence; une remise largement établie, créera en peu de temps et dans chaque arrondissement, une position lucrative pour chacun des agents de la Compagnie.

Les demandes d'agences et les souscriptions d'actions doivent être adressées à MM. les administrateurs gérants de la Compagnie générale d'assurance, pour la libération du service militaire, Rue de la Chaussée d'Antin, N° 44.

#### ANNONCES. OCTROI DE BASTIA.

##### 2<sup>e</sup> AVIS.

Le Maire de la ville de Bastia, chevalier de l'ordre royal de la légion d'honneur.

Préviens le public que le 2 octobre prochain à onze heures du matin, il sera procédé dans une des salles de l'hôtel de ville à l'adjudication, au plus offrant et dernier enchérisseur, et à l'extinction des feux, des droits de l'octroi de cette même ville, à titre de bail à ferme, pour trois années consécutives qui commenceront le 1<sup>er</sup> janvier 1838, et finiront le 31 décembre 1840.

Les droits sont établis sur les boissons, les cuirs et peaux tannés ou corroyés, etc., les tabacs, d'après le tarif sanctionné par S. M.

La mise à prix dudit bail est fixée à cinquante deux mille cinquante francs.

On n'admettra aux enchères que des personnes d'une moralité, d'une solvabilité et d'une capacité reconnues, et qui après s'être fait inscrire sur le tableau des candidats ouvert à la Mairie, auront obtenu du maire, quatre jours au moins avant l'adjudication, un certificat d'admission, sauf le recours à M. le Préfet.

Les personnes attachées aux administrations civiles, aux tribunaux, ou ayant une surveillance ou juridiction quelconque ne pourront être adjudicataires, ni associés de celui qui le sera, sous peine de résiliation et de dommages intérêts.

Ne pourront pareillement, être admis aux enchères ceux qui font commerce de quelque un des objets compris au tarif.

Le cahier des charges, clauses, et conditions de l'adjudication est déposé au secrétariat de la mairie, pour être exhibé à tous ceux qui en voudront prendre connaissance.

Fait à Bastia, en l'Hôtel-de-Ville, le 6 septembre 1837.

Signé: Lora.

#### OCTROIS MUNICIPAUX. Communes de Cervione et de S<sup>t</sup> Florent.

##### 1<sup>er</sup> AVIS.

On fait savoir, que le 16 octobre 1837 à midi précis, il sera procédé par M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Bastia, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, à titre de bail à ferme, des droits des octrois des communes de Cervione et de S<sup>t</sup> Florent, pour trois années consécutives qui commenceront le 1<sup>er</sup> Janvier 1838, et finiront le 31 décembre 1840.

Les droits sont établis sur les boissons, et les comestibles.

La première mise à prix sera fixée:

Savoir:

Pour l'octroi de Cervione à . . . 745 fr.

Et pour celui de S<sup>t</sup> Florent à . . . 1,000 »

On n'admettra aux enchères que les personnes d'une moralité, d'une solvabilité, et d'une capacité reconnues, qui après s'être fait inscrire sur le tableau des candidats, auront obtenu des maires, quatre jours avant l'adjudication, un certificat d'admission, sauf le recours au Préfet.

Aucune personne attachée aux administrations civiles, aux tribunaux, ou ayant une surveillance ou juridiction quelconque sur l'administration des Octrois, ne pourra être adjudicataire ni associée de ceux que le seront, sous peine de résiliation et de tous dommages intérêts. Ne pourront, pareillement être admis aux enchères ceux qui font commerce de quelque un des objets compris au tarif.

Les cahiers des charges, clauses et conditions sont déposés aux secrétariats des Mairies, et de la Sous-Préfecture, où il en sera donné connaissance à toutes les personnes qui s'y présenteront ainsi que des renseignements qu'elles pourront désirer, tant sur le montant des produits, que sur la nature et les qualités des objets.

Fait à Bastia le 11 septembre 1837.

Le Sous-Préfet de Bastia,

Signé: MORATI.

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA Du 6 au 13 Septembre 1837.

##### ARRIVÉES.

MARSEILLE, Bombarde St-Charles, cap. Ersu. LIVOURNE, Mistick Conception, c. Luquente. TOULON, Bateau à vapeur Napoléon, c. Loba. MARSEILLE, bateau St-Antoine, cap. Biaggini. VENZOLASCA, Brigantin Ste-Catherine, cap. Regini.

TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi. AGDE, Tartane l'Emilie, cap. Gorache. VENZOLASCA, Mistick Conception, c. Sisco. CERVIONE, Bateau St-Antoine, cap. Stretti.

##### DEPARTS.

TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi. AJACCIO, Tartane l'Espoir en Dieu, cap. Benedini.

MARSEILLE, Bombarde Le Vigilant, c. Amiel. CERVIONE, Bateau St-Antoine, cap. Stretti. MARSEILLE, Mistick la Rose, cap. Sisco. CERVIONE, Bateau St-Joseph, cap. Bertocci.

MARSEILLE, Tartane l'Annonciation, cap. Guasco. MARSEILLE, Tartane la Fanay, c. Condroyer. GÈNES, Bateau l'Espérance, cap. Sisco.

CERVIONE, Brigantin Ste-Catherine, cap. Regini. VENZOLASCA, Mistick St-Joseph, c. Benigni. VENZOLASCA, Mistick Conception, cap. Lorenzi. PORTO-FERRAJO, Brigantin Ste-Catherine, cap. Regini.

CERVIONE, Gondole Conception, cap. Garatini. CAGNANO, Tartane St-Antoine, cap. Biaggini.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'imprimerie de C. Fabiani.

MERCREDI 20 SEPTEMBRE 1837.

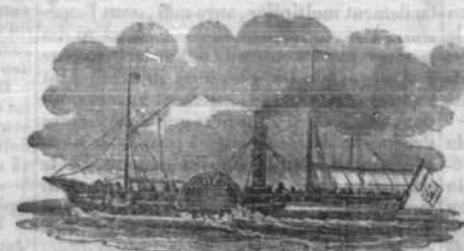
ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS.

À l'Office central de l'Impression des journaux et C<sup>ie</sup>, rue N. Dame des victoires N° 15.

À la librairie correspondance de Pl. Jouxin et C<sup>ie</sup> Place de la Bourse, N° 2; à la correspondance commerciale de Prévost de La Boullay, rue St-Hippolyte 227, ou l'adresse régulière pour l'insularité française.



# L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## CORSE.

Quand, il y a trois ans accomplis, nous avons fondé ce journal, nous ne nous sommes pas dissimulé les difficultés de l'entreprise. Non point, grâce au ciel, comme on pourrait le croire, sous le point de vue financier: cette considération n'a eu de part dans nos déterminations, qu'autant qu'il a fallu pour calculer les sacrifices, que l'exécution de notre projet nous aurait imposés. En créant un journal, notre unique but était de donner à la Corse constitutionnelle un organe de ses intérêts et de ses besoins; de la défendre contre les attaques injustes ou intéressées dont elle n'était que trop souvent l'objet, et qui exerçaient une si funeste influence sur le système suivi à son égard; de provoquer les améliorations, dont ce pays, si favorisé de la nature et cependant si négligé, était susceptible; de réaliser enfin ce vœu du gouvernement représentatif, la publicité donnée aux actes de l'autorité avec la faculté de les censurer ou de les défendre.

L'Insulaire français ne devait point être un Journal d'opposition. Il avait moins à s'occuper de questions de théorie gouvernementale, que d'intérêts matériels et locaux, assez graves pour mériter une étude longue et approfondie. S'il avait dû se ranger sous une bannière politique quelconque, ses sympathies étaient acquises au gouvernement, qui rétablissait la statue de Napoléon sur la colonne de la place Vendôme, et sa raison le portait vers les hommes d'État courageux, qui, sans s'effrayer du cri des factions, travaillaient à consolider parmi nous les principes d'une sage liberté, et croyaient ne pouvoir mieux protéger le développement de nos institutions, qu'en nous assurant une paix honorable au dehors. L'Insulaire français était, comme on le voit, l'ami du gouvernement, mais il avait un grand problème à résoudre. Comment la Corse, depuis bientôt trois quarts de siècle, partie intégrante de la nation la plus puissante de l'Europe, était-elle encore, malgré ses ressources naturelles et le génie de ses habitants, si peu avancée dans les arts de la civilisation, si pauvre au milieu de tant d'éléments de richesse? Il fallait donc combattre les faux systèmes, révéler les abus, signaler les fautes, porter la lumière dans le séjour des ténèbres, faire entendre une voix sévère là où il n'y avait jamais eu d'écho que pour la flatterie. Il fallait, en examinant les causes du fatal oubli, où la Corse

avait été laissée pendant si long-temps, faire justice de toutes les grossières erreurs répandues sur son compte par des libellistes, sans foi, comme sans talent, mais qui n'avaient pas peu contribué à pervertir l'opinion sur ce malheureux pays, et à le laisser sous l'influence des préventions les plus funestes.

Notre journal, s'il voulait accomplir sa tâche avec conscience et succès, avait à s'expliquer avec franchise non seulement sur le présent, mais sur le passé en tant que cause du présent. Il devait dès lors s'attendre à éveiller bien de susceptibilités, à soulever bien des haines, à liguer contre lui les partisans des abus, les fauteurs des lois d'exception, tous les prétendus civilisateurs, qui depuis 1769, se succédaient parmi nous, en s'annonçant comme les sauveurs prédestinés du pays, et partaient successivement, l'un après l'autre, après avoir contrarié, à qui mieux mieux, les progrès que le pays s'avisait de faire malgré eux.

Ce que nous avions prévu est arrivé, quoique nous nous soyons efforcés de prendre la modération pour guide de nos recherches; procédant toujours par l'examen des faits, sans attaquer les personnes; avançant comme nous le pouvons, non sans timidité, tant était le mal que nous avions à signaler. Mais on ne transige pas avec l'amour propre blessé, et l'ambitieuse médiocrité trahie. Nos proconsuls étaient habitués, dans cette quasi-colonie, à tout faire et à tout dire sans contrôle. L'Insulaire français était le premier qui osât jeter un oeil profane sur l'arche sainte. Des cris de fureur se sont aussitôt élevés contre l'audacieux. On a peint ses rédacteurs, tantôt comme des ennemis du gouvernement, et ils étaient ici ses premiers défenseurs, ses plus chauds partisans; tantôt comme des gens sans aveu, et ils figuraient au rôle des contributions directes comme des plus imposés de ce département; tantôt comme des ambitieux et ils avaient refusé des places que leurs accusateurs auraient pris volontiers pour eux ou pour les leurs; tantôt enfin comme des factieux, et ainsi qu'on va le voir tout-à-l'heure, ce sont eux, qui n'ont jamais cessé de rappeler l'autorité locale aux principes d'ordre, de légalité et de justice, dont elle ne s'était que trop souvent départie.

Sans doute notre polémique a dû se ressentir de ces violentes accusations, consignées dans les feuilles publiques, dans les rapports officiels, jusques dans de faux procès-ver-

QUATRIÈME ANNÉE, N° 149.

PAIX D'ABONNEMENT  
POUR LA CORSE.

POUR UN AN	16 fr.
POUR SIX MOIS	8
POUR TROIS MOIS	4
POUR LE CONTINENT	20
POUR L'ÉTRANGER	24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAIT TOUS LES JOURS.



bau du conseil général. Nous avons dû nous indigner aussi quand nous avons vu les plus constants détracteurs du pays, ceux-là mêmes qui représentaient les Corses comme les ennemis de tout frein et de toute sociabilité, donner les premiers l'exemple de la plus scandaleuse violation des lois. Un procureur général, en nous qualifiant à la tribune de peuple dépravé et pervers, demandait des mesures de rigueurs contre le port d'armes, et c'est de lui que nous avions appris à ne tenir aucun compte des lois qui en restreignaient l'abus. Un autre procureur général nous revenait, après un premier séjour qu'il avait fait suivre d'un libelle diffamatoire, et il s'annonçait dans ses nouvelles fonctions, en foulant aux pieds la plus inflexible de toutes les lois, la loi sanitaire, en présence d'une affreuse maladie, qui ravageait des rivages en contact continu avec les nôtres, et lorsque les précautions, destinées à nous en préserver nous imposaient tant de sacrifices! Notre journal devait-il passer sous silence une aussi coupable contradiction entre les discours et les actes, sans mentir à sa conscience, et au but qui avait présidé à sa création?

Ce n'est point, qu'on veuille bien nous croire, pour la frivole satisfaction de susciter des embarras à l'autorité locale, que nous poursuivons la pénible tâche à laquelle nous nous sommes voués depuis trois ans. On a pu s'assurer, par la profession de foi que nous venons de faire et que nous nous sommes efforcés de rendre aussi explicite que possible, que nous sommes loin d'être les ennemis de l'ordre. Mais, avec tout ce que le pays renferme de gens éclairés, nous avons l'intime conviction, que c'est principalement au mauvais choix de la plupart des fonctionnaires, auxquels a été confié jusqu'ici le soin de nos destinées, que nous devons l'état d'infériorité où se trouve notre île, relativement aux autres départements français. On nous envoie, pour l'ordinaire, ce qu'on ne veut point ailleurs, ce qu'on refuse même à Alger. Chacun a entendu parler de ce profond politique, qui, pour nous guérir du mal de la paresse, et nous forcer au travail, voulait à toute force mettre la hache à nos forêts de châtaigniers, les plus belles de l'Europe, et de cet autre profond observateur, qui, à l'effet d'exterminer pour toujours les malfaiteurs, conseillait de brûler au plus vite les *makis* (1). Notre patriotisme ne fait que répé-

(1) Page 38 de la brochure de M. Realier-Dumas, 2<sup>e</sup> édition.



ter dans un journal ce qui est devenu en quelque sorte proverbial, ce que tout le monde dit ici publiquement, voire même les fonctionnaires dont il s'agit, sauf, comme de raison, la restriction mentale que chacun de nos lecteurs s'imagine.

Nous avons pensé qu'un journal, ami du gouvernement, mais décidé à lui dire la vérité sur les actes de ses agents, partisan du respect dû à l'autorité, mais non pas jusqu'au point de sacrifier à de vaines considérations le bonheur de son pays, aurait pu être de quelque utilité. Nous sommes loin de vouloir nous attribuer le mérite de ce qui a été fait de bien depuis trois ans, mais nous croyons n'y avoir pas été étrangers.

On se rappelle combien le jury a eu de peine à s'introduire parmi nous. Il y a quelques années quand on jetait les yeux sur la manière dont les listes des jurés étaient formées, on aurait pu croire que l'administration avait précisément en vue de compromettre cette précieuse institution. Nous nous sommes longtemps récriés contre l'inconcevable légèreté, qui présidait à la formation des listes, d'accord en ceci avec les réquisitoires du ministère public, durant les courts intervalles où il a été bien dirigé. Enfin les listes ont reparu purgées de leurs éléments dangereux. Le jury, remis en des mains plus dignes, et grâce aussi au dévouement des bons magistrats, est rendu aujourd'hui à toute sa dignité. Ceux-là mêmes qui prophétisaient le plus sa chute sont obligés de rendre hommage à la sagesse et au courage de ses verdicts.

N'avons-nous pas les premiers, révélé le scandale de la complète inexécution des lois sur la restriction du port d'armes? Nos préfets, nos procureurs généraux, les chefs de la force armée avaient-ils jamais songé à mettre un terme aux déplorables abus dont ils étaient les témoins, et dont ils nous donnaient quelque fois l'exemple? Il est vrai qu'ils agissent aujourd'hui de concert dans le but de paralyser, par une exagération ridicule, les bons effets des lois, dont nous venons de parler, remises en honneur par le patriotisme de nos magistrats. Mais qu'ils se tiennent pour avertis, nous combattons leurs tentatives arbitraires avec la même persévérance que nous avons mise à les rappeler à l'exécution des lois.

Nous n'avons certes pas la prétention de revendiquer, comme nous appartenant, l'initiative de la grande et généreuse loi sur les travaux publics de la Corse. Mais avons-nous fait autre chose depuis l'établissement de ce journal, que de solliciter le gouvernement à s'occuper de nos routes et ports, de nos voies de communication intérieures et maritimes, comme le moyen le plus prompt et le plus sûr de la régénération de ce pays, que l'on nous promet depuis 1769. Que de fois ne sommes-nous pas survenu sur cette question vitale? Il est vrai que toutes nos idées n'ont pas eu le même bonheur. Ainsi nous avons eu le regret de voir que cette route du littoral du levant, la plus importante de toutes, n'avait pas été comprise dans la loi. Mais la faute n'en est pas à l'administration supérieure: c'est l'autorité locale qui en a pris toute la responsabilité, en refusant long-temps malgré tous nos avertissements, de remplir les formalités, dont tout classement doit être précédé.

Ce sont d'exemples, que nous aurions pu

facilement multiplier, aura suffi, nous l'espérons, à prouver que nous ne sommes ni des factieux, ni des ennemis de l'ordre. Nous ne relèverons pas les grossières injures, dont l'administration use largement envers nous dans son journal, pas plus que celles qu'un Procureur du roi a jugé à propos de nous adresser au sein du Conseil général. Si le parquet et l'administration croient que nous sommes des *calomniateurs*, leur devoir est de nous poursuivre par les voies de justice. S'ils ne le font pas, ce sera un nouveau chef d'accusation à ajouter à tous ceux que nous avons déjà articulés, et un argument de plus à faire valoir quand nous dirons au gouvernement de Juillet: Vous êtes le gouvernement de notre choix; vous avez acquis des droits éternels à notre reconnaissance, en réalisant ce qu'aucun gouvernement n'avait songé à faire avant vous; mais le succès des meilleures lois peut être compromis par de mauvais fonctionnaires: achevez donc votre ouvrage en ne confiant les destinées d'un pays, que vous honorez d'un si noble intérêt, qu'à des hommes, qui soient à la hauteur de leur mission et dignes de vous représenter.

On lit dans plusieurs journaux de Paris que c'est sur la recommandation du général Sebastiani, que Raphaël Massiani, l'assassin du malheureux Levaillant, a obtenu une place au ministère des finances. Ces journaux sont dans une complète erreur. M. le général Sebastiani avait refusé de recevoir chez lui Massiani, quoiqu'il fût son compatriote. Contrarié de ce refus, Massiani s'adressa à M. Mottet, alors procureur général de la Corse, qui s'empressa de l'accueillir, en fit d'abord son secrétaire, lui procura bientôt après une place au trésor, fit nommer un de ses cousins juge de paix, son père suppléant, et l'investit de toute sa confiance. Nous garantissons tous ces faits.

La tartane le *St-Joseph*, partie de ce port; le 26 août dernier à la destination de Livourne et commandée par le capitaine Stretti, surpris par un violent coup de vent à chaviré dans la nuit du 28, entre l'île de Capraja et les côtes d'Italie. De sept personnes, deux seules se sont sauvées, le capitaine et un marin, qui ont été assez heureux pour se tenir long-temps attachés à la quille du bâtiment, jusqu'à ce qu'un navire sarde commandé par le capitaine Schiaffano les ait recueillis et conduits à Gènes.

Le 15 du courant un coup de vent Sud-Ouest (libeccio) a causé de grands dommages dans l'arrondissement de Bastia. L'huissier Zulezzi qui se rendait dans la commune de Venzolasca pour des affaires de service a été égaré par la chute d'une grosse branche de châtaignier.

A M. le Rédacteur de l'Insulaire Français.

MONSIEUR,  
L'action louable dont nous venons d'être victimes de la part du Patron Valzi (François) qui guide avec autant de prudence que de sûreté la destinée du Bateau à vapeur le *Golo*, et des personnes qui ont le malheur de traverser la mer avec lui, nous a confirmés dans la certitude qu'on a ici, qu'il manque à M. le Patron du bateau une pièce probante, et d'une date récente, pour justifier de sa rigoureuse exactitude, et des droits qu'il croit avoir au titre de *Chevalier de la Légion d'honneur*, qu'il convoite et sollicite depuis quelque temps.

Nous nous empressons, dès lors, de seconder ses desirs, en déclarant le fait.

Nous sommes peiné que son départ intempestif, et auquel personne ne pouvait jamais

s'attendre, nous ait privé de la satisfaction de lui témoigner nos sentiments de gratitude, que le commerce entier, et le public de Bastia partagent depuis long-temps.

Dans cet état de choses veuillez recevoir notre déclaration. Le vent de Sud-Ouest qui avait contrarié le départ du Bateau le 14, diminua, et finit par cesser dans le courant de la journée du 15 de ce mois. Grâce à l'empressement de M. Sicard agent de l'entreprise, le soir de ce dernier jour nous fûmes avertis de nous tenir prêts, car le Bateau serait parti dans la matinée du 16. Quoiqu'on ne nous ait pas fixé d'heure, attendu, sans doute, que cela n'avait pas plu à M. le Patron, M. Sicard voulut bien nous faire connaître que deux hommes auraient veillé pour nous au moment où le Bateau aurait mis le feu.

C'est ce qui fut très exactement suivi à 3 heures du matin. Notre exactitude égala celle de M. Sicard. Au même instant une partie des effets furent rendus sur le débarcadère de la Sinité, point indiqué pour l'embarquement. Les passagers ne tardèrent pas à être là. Tous les effets et trois personnes, dont la position et la santé exigeaient plus de soin, furent embarqués sur une chaloupe à ce destinée, attendu qu'on ne peut pas se servir pour cela d'autres embarcations, le Bateau à Vapeur étant en quarantaine. Le marin devait revenir pour nous prendre aussitôt; mais notre attente fut vaine, ainsi que nos vociférations. Quelqu'un qui était accouru au bruit nous engagea à patienter, car il fallait bien, nous disait-on, donner le temps pour que nos effets fussent placés à bord du Bateau à Vapeur. Cela n'affaiblit point notre impatience. Une vingtaine de minutes se passèrent en faisant retentir le port de nos déclamations, et le Bateau n'avait pas encore bougé, pas plus que la chaloupe que nous attendions sans succès. Ce n'était pas, cependant, la chaloupe du bord: aussi M. le Patron ne peut pas trouver prétexte, qu'il aurait perdu un *temps précieux*, si quelqu'un fût venu, puisque nous ne pouvions pas aller avec une autre barque.

Les cris de *voix mille fois* répétés *Où du Bateau!* M. Valzi!... Envoyez donc quelqu'un etc. etc. se multiplièrent dans les échos de la nuit qui était belle et lumineuse comme le jour le plus brillant; ils éveillaient même les marins d'autres bâtiments, et des habitants du quartier de la marine, dont plusieurs vinrent pour savoir si c'étaient des cris de détresse. Les oreilles et le cœur du Patron Valzi furent seuls insensibles à nos accents. Cela n'est pas étrange, et ce n'est pas de l'urbanité que nous attendions de lui, car parmi les nombreux traits de sa gentillesse, on a vu une fois, le Bateau voguer dans le port, et ne pas cesser malgré qu'une chaloupe fût amarrée à ses côtes pour embarquer un passager, lequel après de cris inutiles, se voyant laissé d'une manière si brutale, n'eut d'autres ressources que de s'accrocher à des cables qui pendaient des œuvres mortes à tribord.

On sait d'ailleurs, que les caractères atrabilaires ne connaissent point de complaisance, et nous n'en voulions pas de M. Valzi. Mais c'est contre un oubli de ses devoirs que nous élevons la voix. Car un patron d'un Bateau de cette nature doit toujours faire ce que les administrations civiles et militaires, le public, et le commerce sont en droit d'exiger pour concilier tous les intérêts.

Nous voilà, donc, à terre, tous sans effets; les uns dépourvus de papiers d'une grande importance; d'autres dans les angoisses de l'impatience, puisqu'ils se rendaient sur le continent pour arracher leur famille au danger imminent dont le choléra menaçait la Provence. Tous lésés dans nos intérêts, et obligés de manquer à nos devoirs, car nous sommes la plupart employés, et nous connaissons ce que c'est que le devoir, le patron Valzi seul y a forcé. L'administration de la guerre remplira le sien, nous osons l'espérer, en ne mettant pas à la charge du Trésor les frais de séjours forcés auxquels le mauvais vouloir, et la dureté habituelle de ce patron donne lieu.

Si cette action est un titre à l'obtention de l'é

toile des braves, M. le patron Valzi peut en étayer sa demande, et renouveler souvent ses bravoures, que le public apprécie à sa juste valeur.

Nous nous flâtons, Monsieur, que cette déclaration trouve une place dans votre Journal, car elle intéresse essentiellement le bien du service public, et du Gouvernement.

Nous avons l'honneur d'être etc.

Suivent les signatures.

Les passagers, étaient au nombre de neuf.

Errata. Dans les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> avis de l'adjudication de l'Oetroi de Bastia, au lieu de cinquante deux mille cinquante francs, lire cinquante deux mille cinq cents francs.

## PARIS.

Toulon, 12 septembre. — Voyage de M. le Duc de Nemours. — Le séjour qu'a fait parmi nous le prince qui va consolider notre domination en Afrique, a été un sujet de joie et de fêles pour notre population dévouée à la dynastie d'Orléans. Nous avons annoncé l'arrivée de S. A. R. Voici quel a été l'emploi de ses temps.

Samedi, il y eut soirée à la préfecture maritime; on y remarquait une affluence considérable d'officiers-généraux et supérieurs. La place d'armes était éblouissante de lumières, et la population entière s'était portée sur ce point, où les musiques de la marine et du 59<sup>e</sup> de ligne se faisaient entendre. Il fut question de la campagne de Constantine dans la soirée de l'amiral, et le prince laissa échapper quelques mots qui décelaient un vif désir d'entrer en vainqueur dans la ville d'Alger: il verrait donc échouer avec plaisir toutes les tentatives de paix que fait le général Damremont.

Dimanche, après avoir entendu la messe à l'église de St-Louis, S. A. R. reçut la visite des autorités constituées. Le cortège des visiteurs était nombreux; les fonctionnaires de l'ordre civil furent les premiers admis. Nous avons vu défiler successivement le clergé, la municipalité, les tribunaux civil et de commerce, la chambre de commerce, les administrations des contributions indirectes, des douanes, des finances etc. etc., puis la marine, puis l'état-major de l'armée de terre. Le prince a trouvé quelque chose d'agréable à dire à chacun de ceux qui l'ont vu, ou qui lui ont parlé s'en sont retournés satisfaits.

A midi, S. A. R., accompagné d'un cortège nombreux, s'est rendu dans l'arsenal maritime; le canon de l'amiral a annoncé son entrée dans cet établissement dont il a visité quelques parties. Il s'est ensuite embarqué pour voir l'hôpital de St-Mandrier. Le petit nombre des bâtiments mouillés sur rade étaient pavés et ont salué S. A. R. de 21 coups de canon. Le prince a été surpris de voir qu'on n'utilisait pas le bel et immense hôpital de St-Mandrier. Il est entré en ville à 3 heures; l'artillerie du rempart a tiré en ce moment une salve de 21 coups de canon.

On savait que M. le Duc de Nemours se rendait au spectacle, et de bonne heure la foule se pressait vers ce lieu de réunion. S. A. R. est arrivée à sept heures et demie; elle a pris place à l'amphithéâtre, entre le colonel Pinot, le maire de Toulon, et M. Duchatel, sous-préfet de l'arrondissement. Les douze officiers généraux ou supérieurs, qui l'accompagnaient, ont pris place sur des sièges qui avaient été disposés pour eux. Après le premier acte de *l'Etudiant* et la *Grande Dame*, le prince est sorti, et des cris de *vive le Roi* et des nombreux applaudissements l'ont accompagné jusqu'à la rue. Depuis long-temps un prince n'avait causé un tel enthousiasme.

Hier matin S. A. R. a passé la revue des troupes de la garnison réunies sur le Champ de Baille; elle était entourée d'un brillant état-major de toutes armes. Après le défilé des troupes, il s'est dirigé vers l'arsenal, et s'est embarqué pour se rendre à bord du *Phare* qui chauffait depuis le matin. A midi, ce bateau à vapeur appareillé et a été immédiatement suivi de

*Créodille*. La foule qui avait assisté à la revue était réunie sur le quai saluant le prince de ses vœux.

Le bateau que montait le prince était pavé. S. A. R. le Duc de Nemours a fait remettre à M. le maire de Toulon une somme de 600 fr., pour être distribuée aux personnes les plus nécessiteuses de cette ville. La répartition de cette somme a été confiée par ce magistrat à MM. les administrateurs du bureau de bienfaisance.

Le prince n'a pas borné à ses bienfaits en faveur de la classe malheureuse. Il était venu à son secours par des dons particuliers avant de faire cet envoi à l'autorité locale.

A bord des bateaux à vapeur le *Phare* et le *Créodille* se trouvaient comme passagers, savoir:

M. le Duc de Nemours, M. le colonel Boyer et M. Durand, ses aides-de-camp, et plusieurs officiers d'ordonnance, parmi lesquels on remarquait MM. le lieutenant-colonel de Chabannes, d'Ilhiers, un des fils du maréchal Ney. La plupart de ces officiers ont fait la 1<sup>re</sup> campagne de Constantine.

M. le baron Robant de Fleury, lieutenant-général du génie, et ses aides-de-camp M. Vieux, chef d'escadron et un capitaine; M. le comte Vallée, lieutenant-général d'artillerie, et ses aides-de-camp MM. de Salles et Auvity.

MM. William Russel, capitaine de cavalerie au service de S. M. B. le comte Rapp, fils du général de ce nom, Georges Chancel, capitaine de vaisseau de la marine anglaise.

M. le Duc de Nemours et ses aides de camp étaient logés à l'hôtel de la préfecture maritime; les autres personnes étaient descendues à l'hôtel de la Croix-d'Or. Quelques autres personnes dont le nom nous échappe, se rendent aussi à Bone pour assister à l'expédition de Constantine.

M. le comte Rapp fera la campagne en qualité de volontaire; MM. William Russel et Georges Chancel sont autorisés à y assister en amateurs.

M. le capitaine de corvette Sarlat, commandant supérieur des bateaux à vapeur, est aussi à bord du *Phare*. Le prince a de l'avoir auprès de lui cet officier. M. Sarlat attendra à Bone le retour de S. A. R.

Des lettres particulières de Naples portent que le nombre des individus qui ont été passés par les armes dans les diverses villes de la Sicile est considérable. On a arrêté, dit-on, dans cette île plus de 3560 individus, comme s'étant mis à la tête du dernier mouvement révolutionnaire. Cependant l'effervescence y règne toujours quoique la tranquillité soit rétablie à l'apparence.

Plusieurs bandes parcourent l'intérieur de l'île et ont refusé jusqu'à présent de se soumettre. Les troupes royales n'ont pas encore pu parvenir à les dissiper.

On nous assure que l'ambassadeur de Naples ayant demandé au gouvernement français, s'il ne s'opposerait pas à l'entrée des troupes autrichiennes dans les Deux-Siciles, en a reçu pour réponse que la France ferait respecter à l'égard des nations étrangères le principe de non intervention, comme elle l'avait observé elle-même, envers l'Espagne, malgré ses sympathies auxquelles il avait dû faire violence.

Lyon, 8 septembre. — Une dépêche télégraphique, arrivée avant-hier, à quatre heures du soir, a apporté à six batteries d'artillerie, en garnison à Lyon, l'ordre de partir hier matin pour Toulon, où elles doivent être embarquées pour Bone.

On lit dans le *National*:

L'Académie Royale des sciences vient après un mémorable concours qui a duré près de 7 ans, de décerner pour la première fois depuis sa fondation, le plus grand prix de chirurgie de dix mille francs à M. le Dr Jules Guérin, Directeur de l'Institut orthopédique de Paris. Le sujet mis au concours depuis 1830, était, l'histoire et le traitement des difformités du système osseux, c'est-à-dire toute l'orthopédie. En établissant cette lutte honorable entre tous les hommes de l'Europe qui s'étaient occupés avec le plus de succès de cette nouvelle branche de l'art de guérir,

l'Académie des sciences n'aura pas seulement contribué à un grand progrès dans la science elle-même, elle aura rendu un véritable service à l'humanité. On saura désormais à quoi s'en tenir sur les ressources et le degré d'utilité d'un art dont l'application avait été long-temps abandonnée à la routine et à l'empirisme.

Toulouse, 11 septembre. — La veuve du maréchal Ney, Mme. la princesse de la Moskowa, est arrivée hier au soir à Toulouse, venant des eaux de St-Sauveur.

Elle est descendue au quartier général de la division.

## INDUSTRIE.

MANUFACTURES DE JOUY, (Seine-et-Oise.)

Tout le monde connaît les toiles de Jouy, mais beaucoup de ceux, ou plutôt de celles qui les consomment, croient encore que ce nom s'applique à une espèce particulière d'étoffe ou à un procédé d'impression. Cette erreur vient de l'ancienneté et de l'importance de la manufacture de tissus imprimés établie dans la vallée de Jouy près Versailles, à quatre lieues de Paris. En effet, c'est là que fut fondée au milieu du siècle dernier, la première fabrique de toiles imprimées improprement nommées toiles peintes, qui ait été établie en France. Le fondateur, dont le nom est devenu célèbre, M. Oberkampf, importa en France, non sans beaucoup d'obstacles et de difficultés, l'art d'imprimer les tissus, jusque là pratiqué dans les Indes d'abord, puis en Angleterre et en Suisse. De là les *Indiennes* qui venaient de la manufacture de Jouy, furent désignées par le public sous le nom de *Toiles de Jouy*. Mais bientôt M. Oberkampf eut des imitateurs, et aujourd'hui la Normandie et surtout l'Alsace comptent un grand nombre de manufactures parmi lesquelles on en pourrait citer de fort importantes qui livrent à la consommation une immense quantité de tissus imprimés. L'industrie qui était il y a 80 ans le privilège d'une seule manufacture fondée par un étranger, est devenue une industrie nationale. Néanmoins la concurrence qui en est résultée pour l'établissement de Jouy n'a porté aucune atteinte à la supériorité de ses produits non plus qu'à leur importance. Loin de là, la manufacture de Jouy a grandi avec l'industrie dont elle peut être appelée la mère. C'est que l'application de l'impression aux Tissus est basée d'une part sur les progrès de la Chimie, et de la mécanique, sur ceux qu'on fait la filature et le tissage, et de l'autre sur l'incalculable révolution qu'a apportée dans les consommations le prix réduit des étoffes de coton. Nous ne connaissons aucun documents statistiques assez complets et assez certains pour pouvoir appuyer nos observations sur des chiffres précis. Mais chacun peut faire soi-même une statistique fort simple; qu'on regarde autour de soi, dans n'importe quel lieu, dans n'importe quelle condition sociale depuis le plus obscure habitant des campagnes jusqu'aux plus riches habitants des plus élégantes demeures, partout on verra les tissus imprimés servir aux vêtements des femmes, souvent à ceux des hommes, et à l'ameublement des maisons. Ce dernier usage, quoique déjà fort répandu, est néanmoins susceptible d'une grande extension, et les papiers peints ont à redouter une rude concurrence dans les tentures en étoffes, que la routine repousse encore dans beaucoup d'endroits, mais que le goût du luxe à bon marché fera sans aucun doute adopter plus généralement, quand on aura bien reconnu qu'au moyen d'une première mise de peu de chose plus élevée que l'achat d'un papier, on peut se procurer une tenture beaucoup plus élégante et d'une durée indéfinie.

Depuis quelques années la consommation des toiles de Jouy, qui étaient dans l'origine presque un objet de luxe, est beaucoup descendue, depuis que les prix ont diminué; et elle s'est étendue en proportion. C'est un fait d'observation générale que la consommation et les bénéfices qu'elle procure aux producteurs augmentent dans







partementale, ou forme moelle, continue à ne pas offrir un seul centime de revenu pour le département, malgré qu'une commission du conseil général nommée ad hoc ait rendu le compte le plus avantageux sur l'état prospère de cet établissement, mais le journal de la préfecture n'aime pas à donner de ces sortes d'éclaircissements à ses lecteurs. Il se complait plutôt sur les votes émis par le conseil général.

Plusieurs de ces votes concernent des objets d'un intérêt secondaire; d'autres méritent au contraire un examen spécial et approfondi que ne comporte point les bornes d'un simple article. Nous nous proposons de les traiter séparément en temps opportun.

D'après une lettre adressée par M. le Consul général de France à Livourne, à la Commission de Santé publique à Bastia, on peut regarder la maladie comme ayant à peu près cessé. Ainsi, bien que le fleau ait plusieurs reprises dévolé les provinces de la France et de l'Italie qui nous avoisinent, la Corse en a été jusqu'ici, grâce au Ciel, préservée.

Nous croyons, en cette circonstance, devoir payer un tribut de remerciement à M. le Baron de Fourmont pour l'empressement qu'il a mis à informer l'autorité Sanitaire de la ville de Bastia de l'apparition du Choléra en Toscane. C'est de ce côté ou nos relations sont journalières et fréquentes que le danger était le plus imminent. Ce n'est pas le seul titre que M. le Consul général ait à la reconnaissance de notre pays.

On lit dans l'*Ami de la Charte*.

M. Réalier-Dumas, député ministériel, est comme on sait procureur-général en Corse, mais, ce que l'on ne sait peut-être pas, c'est que M. Réalier-Dumas a été autrefois conseiller à Bastia, et qu'il a écrit un pamphlet sur la Corse, dans lequel les Corses sont assez mal traités. Les compatriotes de Napoléon ont vu arriver leur nouveau procureur-général avec une certaine répugnance qui, aujourd'hui, se dégenère en haine dangereuse pour M. Réalier-Dumas, et il est probable qu'il sera nécessaire de rappeler ce fonctionnaire. En effet, la population est irritée contre lui, à l'occasion de la chasse qui est interdite en Corse cette année par le préfet, d'après les conseils du procureur-général, qui n'a pas compris que dans un pays comme la Corse, lorsqu'on s'était soumis aux lois contre les détenteurs d'armes de guerre et d'armes prohibées, ce n'était pas pour être mis en dehors du droit commun.

Le ministère public n'est pas, comme l'on sait, dans l'habitude de faire une peinture trop favorable de l'état de ce pays. Serions-nous, par hasard, meilleurs dans le temps des vacances? Le ministère public paraît le croire, puisque actuellement, le parquet de la Cour se trouve, en quelque sorte, déserté. Il n'y a qu'un seul avocat général, qui soit à son poste. Le Procureur-général lui-même a été s'établir dans une commune à six lieues du siège de la Cour. On aurait pu croire que l'autorité aurait profité de son séjour dans cette commune pour rapprocher les deux partis, qui la divisent, et qu'il aurait été si facile à un Procureur-général de réconcilier M. Réalier-Dumas, à préférer faire son entrée à la Venizolascia, aux acclamations d'un de ces partis, tandis que l'autre était silencieux, et n'était, grâce au ciel, que silencieux. Il a même accepté l'hommage d'un mai qu'on a vu la coutume d'élever en Corse qu'aux chefs-avoués parti. Observez bien que M. Réalier-Dumas est le gardien de notre tranquillité! *Opræclare custos ovium!*

On se rappelle que le soulèvement produit dans l'opinion par l'apparition de la brochure

de M. Réalier-Dumas sur la Corse, fut si unanime et si prononcée, que l'administration, elle-même crut devoir flétrir ce pamphlet. Nos lecteurs nous sauront gré de leur remettre sous les yeux la réfutation, qui fut, à cette occasion, insérée dans le journal de la Préfecture.

De la Corse et des mœurs de ses habitants; PAR F. P. AGOSTINI.

Mémoire sur la Corse, par M. REALIER-DUMAS, ancien Conseiller à la Cour royale de la Corse, actuellement Conseiller à la Cour de Rome.

Ces deux brochures sont arrivées presque en même temps dans notre île. Nous les aurions laissées tomber tranquillement dans l'obscurité et l'oubli qui les attendent, si deux journaux de Paris (entre autres l'intéressant *Journal des Modes* et le *Journal des Débats*) n'avaient appelé sur elles l'attention du public.

M. Agostini, auteur de la première de ces brochures (qui est beaucoup mieux écrite que la seconde) prétend que le seul besoin d'expliquer les idées de Jean-Jacques Rousseau sur la Corse, lui a mis la plume à la main. Nous ne pensions pas jusqu'ici que les idées de Rousseau sur notre île et sur le caractère de ses habitants, eussent besoin de commentaires et d'explications. Si le philosophe Genevois vivait encore, il ne serait probablement pas disposé à adopter toutes les intentions que lui prête son nouveau Commentateur. M. Agostini, n'ayant d'autre but que de faire valoir sa Patrie et ses Compatriotes, et donnant quelques détails exacts sur leurs mœurs et sur quelques branches de l'industrie nationale, nous ne pouvons que louer le zèle de cet écrivain et l'amour qu'il montre pour son pays natal.

Venons maintenant à la brochure de M. Réalier-Dumas, ancien Conseiller à la Cour Royale de Corse. Ce Magistrat avait annoncé, pendant son séjour dans cette île, qu'il se proposait d'en écrire l'histoire. Comme on le supposait versé dans les sciences physiques, l'histoire et la politique, les Corses espéraient qu'il présenterait un tableau géologique de leur île, qu'il débrouillerait le chaos qu'offrent les diverses relations publiées sur les révolutions de leur pays; et que par des observations profondes et lumineuses il indiquerait les véritables causes de la misère actuelle de la Corse, ainsi que les moyens les plus propres à utiliser les immenses ressources que la nature lui a prodiguées. Mais hélas! *Nascitur ridiculus mus*.

An lieu du grand et savant ouvrage que l'on attendait, on a vu paraître une brochure de 64 pages, que l'auteur aurait pu écrire sans se donner la peine de parcourir l'intérieur de l'île; car ce pamphlet ne présente en général qu'une compilation informée de tous les lieux communs que l'on a débités sur la Corse depuis son aggrégation à la Monarchie française.

M. Réalier-Dumas s'accorde aux Corses quelques vertus sauvages que pour leur reprocher presque tous les vices qui dégradent l'humanité. Joignant l'injustice aux injures, il recommande au Gouvernement de n'employer les Corses (dans leur île) ni dans l'administration, ni dans la magistrature, ni même dans la gendarmerie. Cependant, il devait savoir que des Prêtres Corses ont montré autant de sagesse que de modération dans leur conduite, et ont formé des entreprises très-utiles pour la prospérité de ce Département. Il ne pouvait pas non plus ignorer que les Magistrats, surtout ceux qui font partie de la Cour royale, ne sont pas inférieurs en zèle, en probité et en instruction à leurs Collègues du continent. Avant d'exclure aussi gratuitement les Corses de la brave Légion de Gendarmerie royale employée dans cette île, il aurait dû effacer le souvenir des services rendus par l'ancien régime provincial, uniquement composé d'insulaires, et qui, sous le règne de l'infortuné Louis XVI, parvint seul à purger le pays des nombreux malfaiteurs que les Génois y avaient laissés.

L'auteur ne manque pas de répéter ce qui a été dit et redit par tant d'écrivains superficiels, sur

les dispositions vindictives des Corses. Il parle aussi des chemises ensanglantées que les veuves des hommes assassinés montrent à leurs enfants pour les exciter à la haine et à la vengeance. Mais si M. Réalier-Dumas avait été meilleur observateur, il aurait remarqué que ces guerres de famille, si fanatiques à la Corse, et qui méritaient plus de compassion que de blâme, provenaient de la faiblesse et de l'injustice du Gouvernement génois, qui voulait à la fois à ces insulaires des armes pour se défendre entre eux, et un pardon anticipé pour éviter les poursuites de la justice. Il eût dit qu'alors les familles n'étaient pas réunies sous un Gouvernement protecteur et contenues par le frein de lois égales pour tous, furent obligées de se venger les uns des autres, et de former, pour ainsi dire, autant d'états indépendants. Il n'aurait d'ailleurs pas manqué d'observer que ces familles, lorsqu'elles devenaient réciproquement ennemies, imitaient les Souverains des états civilisés, en ne commençant jamais les hostilités sans qu'un préalable une déclaration de guerre n'eût été fixée un terme pour se préparer à l'attaque ou à la défense. Il aurait donc, avec raison, un droit des gens particulier dans ces guerres intestines; celui d'après lequel les femmes, les enfants et les propriétés du parti adverse étaient garantis de la mort et de l'insulte. Enfin, il eût représenté les guerriers Corses, animés par la gloire et l'intérêt de leurs familles, se défiant héroïquement entre eux, se battant en rase campagne, et se tenant continuellement des embuscades, et variant leur manière de combattre suivant les circonstances et les localités. Ces réflexions n'eussent, sans doute, pas excusé les meurtres commis dans cet état d'anarchie; mais elles auraient servi à prouver que dans ces luttes sanglantes, les Corses ne méritaient pas plus l'épithète d'assassins que les Français, lorsque ceux-ci, sous le régime féodal, marchaient même contre les Rois, sous les bannières de leurs Seigneurs particuliers. Il est fâcheux que cette coutume, funeste conséquence de la tyrannie génoise, ait reparu pendant le cours de la révolution, et qu'elle ne soit pas encore tout à fait abandonnée; mais aussitôt que le Gouvernement sera ferme et vigoureux, et qu'il emploiera des moyens suffisants de répression, ces désordres disparaîtront, aussi que cela avait déjà en lieu sous Louis XVI.

M. Réalier-Dumas parle de prétendus dangers que courraient les Magistrats, dans ce pays, lorsqu'ils remplissent leurs fonctions avec intégrité. Cependant, il avoue lui-même qu'un Corse, qui avait ruiné en lui faisant perdre un procès, lui dit: « je ne vous en veux pas, vous n'avez soulevé que votre conscience; vous êtes un honnête homme (1). » Vous pouvez compter sur mon amitié et celle de mes parents.

Cet écrivain reproche aux Corses d'être pleins de partialité pour leurs parents et pour leurs amis, et d'être insensibles aux vertus et aux qualités des autres individus. Mais est-il lui-même à l'abri d'un tel reproche, lorsqu'il dit que son ami le Comte de Willot, et le Marquis de Cursay son (à son avis) les deux hommes qui ont le mieux connu les Corses? Nous ne cherchons assurément pas à critiquer la conduite de M. le Comte de Willot dans ce pays. Nous aimons même à croire, et au me il ne cessait de le répéter, qu'il désirait véritablement le bonheur et la prospérité de la Corse. Cependant, nous ne pouvons nous empêcher de faire observer que ce Gouverneur a donné, pendant deux années, aux habitants le dangereux spectacle d'une lutte continue entre lui et l'estimable préfet que nous possédions alors (2), et que cette querelle intempestive n'eût pas dû paraître à un aussi exact connaisseur du caractère des Corses (comme prétend l'être M. Réalier-Dumas), un moyen certain de ramener parmi eux la concorde et la paix.

M. Réalier-Dumas aurait cru son ouvrage en parlant s'il n'eût fait la critique des prêtres corses

(1) La maxime n'est que pour les sots: vivent les gens d'honneur comme M. Réalier-Dumas.  
(2) M. Comte de Nivelle (Géneral, aujourd'hui Préfet département de la Haute-Marne).

Supplément.

## Supplément au N° 150 de L'Insulaire Français.

Il prétend qu'ils sont ignorants et immoraux. Cependant, élevés pour la plupart au séminaire d'Aix et dans les Collèges renommés de Rome, Florence, Pise et Milan, ils possèdent toutes les connaissances qu'on exige des Ecclésiastiques dans le Royaume, et se rendent, sous tous les rapports, utiles à leurs paroissiens, surtout dans les Communes rurales; où généralement ils se chargent gratuitement de l'enseignement primaire. Quant à leurs mœurs et à leur conduite, on peut dire qu'elles ne sont ni moins pures ni moins édifiantes que celles des prêtres du Continent.

Lorsque Napoléon, mécontent de la résistance que lui opposait le Pape, et le clergé romain, transforma la Corse en une terre d'exil et le remplit de prêtres italiens, on entendit ceux du pays blâmer hautement cette mesure et exciter vivement la charité des fidèles envers ces infortunés sacerdotés.

Qui pourrait refuser un tribut d'admiration à M. Pino, curé de la paroisse de Sainte-Marie de Bastia, qui lorsque toute l'Europe était prosternée devant l'idole du moment, osa monter sur chaire le jour même de la fête de Napoléon, pour lui reprocher hautement sa conduite immorale et ses injustes persécutions envers le Saint-Père et son respectable clergé? Un pareil trait de vertu et de courage vaut à ce digne Ecclésiastique une longue détention au fort de Fontenestrelles.

M. Réalier-Dumas, prétend qu'on ne connaît en Corse ni l'ultra ni le libéral, et que les habitants sont divisés en parti français et parti anglais. Cette assertion est aussi fautive que calomnieuse. Il peut exister en Corse, comme dans les autres départements du Royaume, quelques partisans de l'étranger, mais ils sont en si petit nombre, qu'on doit les considérer comme nuls et absolument insignifiants. Presque tous les Corses actuels sont nés Français c'est-à-dire sous le régime de la France. La plupart d'entre-eux ont servi avec distinction dans les armées françaises. Il est vrai que les Anglais ont été reçus en Corse en 1794 et 1814, comme ils l'ont été à ces mêmes époques à Toulon et à Bordeaux; mais les Corses n'eurent alors d'autre but que de secourir le joug qui les opprimait. La conduite tenue par les Anglais envers eux dans ces critiques circonstances, est pour les Corses une leçon mémorable, qui les dégouttera à jamais du tout acte politique avec les ennemis de la France; elle a renforcé leur dévouement pour le gouvernement français, et leurs sentiments d'affection pour leurs concitoyens du continent.

M. Réalier-Dumas, toujours tranchant et décisif, parle (dans son pamphlet) d'Administration, d'Armée, de Commerce, de Douanes, de Finances, de Projets d'amélioration et fait la satire de tout ce qui a été dit et proposé avant lui. Mais il est facile de reconnaître qu'il n'a pas la moindre connaissance des diverses matières qu'il veut traiter, et que les renseignements qu'il donne, pour ce qui concerne la Corse, sont très-inexactes.

Cet écrivain, désirant empêcher que le Roi ne confie à un Officier général l'administration civile de ce département, avance que les Corses, quoique belliqueux, n'aiment ni le ton ni les habitudes militaires. Après avoir fait cette ridicule déclaration, il recommande au Ministre d'envoyer, pour Préfet en Corse, « un homme impartial, parfaitement au fait des lois, qui ait été moins que Sous-Préfet, et qui ait habité et parcouru le pays. Où le trouver, dit-il? qu'on veuille bien se donner la peine de le chercher: on le trouvera, et peut-être plus aisément qu'on ne se l'imagine; il sera un Préfet comme on n'en voit jamais en Corse. »

Beaucoup de gens, en lisant ces réflexions, ont pensé que le modeste auteur s'offrait lui-même pour cette place aussi importante que difficile, qu'il a, dit-on, recherchée et très-heureusement pour le pays, ajoute-t-on, sollicitée en vain.

Nous terminerons cette réponse au pamphlet de M. Réalier-Dumas, en citant, comme la réfutation la plus puissante que nous puissions opposer à ses objections contre l'envoi en Corse d'un Préfet revêtu du grade d'Officier Général, l'admini-

stration du vertueux et respectable Comte de Vignolle, Conseiller d'état, Lieutenant Général, dernier Préfet de ce département, qui en nous quittant a emporté, à juste titre et sous tous les rapports, les regrets universels des habitants.

### UN CORSE.

Par ordonnance royale, M. Gregori, conseiller à la cour royale de Rome, a été nommé conseiller à la cour royale de Lyon.

M. Bidamant substitut au tribunal de Sartene a été nommé juge au tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Castellane, département des Basses Alpes.

MM. Pelozzi de Bastia; Court, (Ange Antoine) d'Ajaccio et Mancini, (Joseph-Marie-Damien) de Sartene, ont été nommés piqueurs des ponts et chaussées.

### RECRUTEMENT.

Le contingent assigné au département de la Corse pour la classe de 1836 est de 465 hommes. Ce contingent est reparti ainsi qu'il suit:  
Equipages de ligne à Toulon . . . . . 70  
9<sup>e</sup> Régiment d'artillerie . . . . . 60  
6<sup>e</sup> Régiment de hussards . . . . . 5  
1<sup>er</sup> Régiment de génie . . . . . 5  
Bataillon d'ouvriers d'administration . . . 2  
12<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de ligne . . . 343

### PARIS.

Mgr. le duc de Nemours est arrivé le 15 à Bonne. Deux fusées parties du bâtiment qu'il montait, ont annoncé son entrée dans la rade.

A sept heures et demie des salves de coup de canon parties simultanément des forts Genois, Genoua et de la place ont annoncé à la population que le prince allait débarquer à nous. Les quelques minutes Mgr. le duc de Nemours mettait le pied sur le sol français.

Il a été reçu à son débarquement par le général Trézel, le colonel Bernelle et toutes les autorités civiles et judiciaires réunies sur le môle. Arrivé chez le général, il a reçu immédiatement toutes les différentes députations.

L'intendance sanitaire de Marseille, convaincue de la cessation du choléra en cette ville, a délivré, depuis le 22 de ce mois, patentes nettes aux navires qui partent de ce port.

Plusieurs officiers de la légion étrangère en Espagne sont récemment arrivés à Paris; ils ont le tableau le plus pénible de la situation où se trouvent les débris de cette légion, au milieu des agitations politiques qui tourmentent la Péninsule, de la guerre civile, des dissentiments entre les généraux chrétiens, et de l'anarchie militaire qui y règne. Il est dû à ces officiers onze mois de solde.

Le parlement anglais se réunira le 13 novembre.

Le 19 juillet, M. Bernard, ministre de la guerre, a fait à S. M. un rapport, qui réhabilitait complètement le 6<sup>e</sup> régiment de ligne, et l'absout des charges soulevées contre lui, dans un ordre du jour du maréchal Clausel, lors de l'expédition de Constantine.

Tunis, le 9 septembre. — La division de M. Lalande est enfin arrivée en rade de Tunis dimanche dernier 3 du courant; son apparition nous a comblés de joie. Nous avions toujours cru que M. Lalande mettrait fin à notre *status quo*; il n'en a rien été seulement le Suffren a été chassé au large; le Montebello, l'Iona, le Jupiter, le Saint-Pierre, l'Algeiras et le Trident sont à l'ancre dans la baie, et le bateau à vapeur le Tartare, qui avait été envoyé à Tripoli revient à l'instinct, il n'a pas vu l'escadre turque, mais il a appris qu'elle avait laissé quelques troupes et des munitions à Tripoli; là on lui a dit que cette escadre retournait à Constantinople, mais devons nous donner dans le piège? Cette ruse de guerre

ne trompera pas nos amiraux, et il paraît que les vaisseaux ne partiront d'ici que lorsqu'on saura avec certitude que les bâtiments turcs ont repassé le détroit des Dardanelles.

EXPÉDITION DE CONSTANTINE. — Voici les renseignements que nous avons pu nous procurer sur la composition de la division expéditionnaire de Constantine; nous les compléterons successivement au moyen de nos correspondances.

Commandant en chef de l'expédition, M. le lieutenant-général comte Damremont, gouverneur-général de nos possessions dans le nord de l'Afrique, ayant pour aides-de-camp MM. Manmet, chef d'escadron, et Paris, capitaine.

Chef de l'état-major-général, M. le maréchal de camp Perreux.

Commandant en chef de l'artillerie, M. le lieutenant-général comte Vallée, ayant sous ses ordres M. le maréchal-de-camp de Caraman, et pour aides-de-camp MM. Auvity et Piobert, capitaines d'artillerie, et de Salles, capitaine d'état-major.

Commandant en chef du génie, M. le lieutenant-général baron Rolant de Fleury, ayant sous ses ordres M. le maréchal-de-camp Lamy, et pour aides-de-camp MM. Vieux, chef de bataillon du génie; Petit et Rabier, capitaines du génie.

Commandant une brigade, S. A. R. le duc de Nemours, maréchal-de-camp, ayant pour aides-de-camp MM. le colonel Boyer, le lieutenant-colonel de Chabannes, le lieutenant d'état-major Pataille Villiers; pour officier d'ordonnance M. Ney, prince de la Moskowa, capitaine au 5<sup>e</sup> hussards, et accompagné de M. le chef d'escadron Dumas, aides-de-camp du Roi, et de M. Baudens, chirurgien-major, MM. de Richepanse, capitaine au 1<sup>er</sup> hussards, frère du chef d'escadron qui fut tué à la première expédition, et M. le comte Rapp seront sans doute employés comme officiers d'ordonnance du prince.

Commandant une autre brigade, M. le maréchal-de-camp de Lamoignon, ayant pour aide-de-camp M. le capitaine Gaillon de Lagouère.

Commandant une brigade, M. le maréchal de camp Rulhières.

Colonel du 23<sup>e</sup> de ligne, M. Gueswiller; lieutenant-colonel, M. Martin de Bourgon; chef du 1<sup>er</sup> M. Friol; du 2<sup>e</sup> M. Chardinal Bonvallion; du 3<sup>e</sup> M. Bordot.

Colonel du 47<sup>e</sup> de ligne, M. Combes; lieutenant-colonel, M. de Beaufort; chef du 1<sup>er</sup> Bataillon, M. Leclerc; du 2<sup>e</sup> M. Menouville; du 3<sup>e</sup> M. Humbert.

Colonel du 26<sup>e</sup> de ligne, M. de Lamoignon, lieutenant-colonel, M. Grégoire; chefs du 1<sup>er</sup> Bataillon M. de la Blanchette; du 2<sup>e</sup> M. Froidefond Desforges; du 3<sup>e</sup> M. Jabet.

Colonel du 12<sup>e</sup> de ligne, M. Roux; lieutenant-colonel, M. Dorlac; chefs du 1<sup>er</sup> Bataillon, M. de Bruno du 2<sup>e</sup> M. Huffy; du 3<sup>e</sup> M. de Fresney.

Colonel du 11<sup>e</sup> de ligne, M. Levêque de Villemorin; lieutenant-colonel, M. Grandjean; chefs du 1<sup>er</sup> bataillon, M. Rihan; du 2<sup>e</sup> M. Aubert, 2<sup>e</sup> léger, colonel M. Menue; chef du 2<sup>e</sup> bataillon, M. Arnand.

Colonel du 3<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique, M. de Lamoignon; lieutenant-colonel, M. König; chefs du 1<sup>er</sup> escadron, M. Durcis, du 2<sup>e</sup> M. Darcher.

Commandant des spahis, M. Gentil Saint-Alphonse.

Commandant du 3<sup>e</sup> bataillon d'infanterie légère d'Afrique, M. de Montréal.

Chef du bataillon des tirailleurs, M. Paté. Chefs de bataillon du génie, MM. de Ville-Neuve et Morin.

Colonel d'artillerie, M. Tournemine.

Intendance militaire, M. le baron Volland, intendant militaire inspecteur; Lyant et Lacour, sous-intendants militaires. (MM. les adjoints Hautz et Bazire restent à Bone.)

EFFECTIF DES CORPS DE L'ARMÉE EXPÉDITIONNAIRE. — 23<sup>e</sup> de ligne, trois bataillons, 2,000 hommes, dont 1,700 valides, 150 malades et 150 convalescents; effectif pour la campagne 1,700.

47<sup>e</sup> de ligne, trois bataillons, 2,000 hommes dont 1,700 valides, 150 malades, 150 convales-



ceus, effectif pour la campagne 1,700.

11<sup>e</sup> de ligne, deux bataillons, 1,300 hommes, dont 1,200 valides, 50 malades et 30 convalescens; effectif pour la campagne 1,200.

12<sup>e</sup> de ligne, trois bataillons, 2,200 hommes, tous valides; effectif pour la campagne, en supposant qu'il y ait des malades, 2,000.

26<sup>e</sup> de ligne, trois bataillons, 2,200 hommes, tous valides; effectif, déduction faite des malades qu'il pourrait y avoir en entrant en campagne, 2,000.

3<sup>e</sup> léger, deux bataillons, 1,200 hommes.

3<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique, trois escadrons, 700 hommes dont 600 valides; effectif 600.

3<sup>e</sup> bataillon d'infanterie légère d'Afrique, 1,100 hommes dont 100 malades; effectif pour la campagne 1,000.

Bataillon de tirailleurs, 700 hommes dont 100 malades ou convalescens; effectif de campagne 600.

Artillerie, 8 batteries, 1,200 dont 100 malades ou convalescens; effectif réel 1,100.

Génie, 8 compagnies, 950 hommes, dont 100 malades ou convalescens; effectif de campagne 850.

Spahis, 600 hommes, dont 60 malades, effectif 540.

Equipages militaires, 300 hommes valides.

Plus, les ambulances et les cavaliers arabes auxiliaires.

— On lit dans le Temps :

Le Rapport de l'Académie Royale des sciences, sur l'ouvrage de M<sup>r</sup> le D<sup>r</sup> Jules Guérin, qui a obtenu le grand prix de chirurgie de dix mille francs, mentionne entre autres moyens nouveaux de guérison aussi simple que merveilleuse pour redresser les déviations de la colonne vertébrale. Cette méthode n'emploie ni lits, ni corsets, ni ceintures, mais un simple tabouret ou fauteuil mobile, à l'aide duquel on peut faire disparaître instantanément et même courber en sens contraire, certaines déviations récentes de l'épine.

Des expériences authentiques, faites sur des malades ou convalescens de l'Académie, ont établi la réalité de ce fait de la manière la plus incontestable.

— On nous écrit d'Autun : « La compagnie de S<sup>r</sup> Bérain et de S<sup>r</sup> Léger, dont les travaux n'ont jamais été plus actifs, vient d'atteindre dans le puits S<sup>r</sup> Charles sur S<sup>r</sup> Léger, une nouvelle veine de charbon d'une puissance de 8 à 10 pieds, et d'une qualité excellente.

Le puits S<sup>r</sup> Charles est l'une des trois principales exploitations de ces houillères, il fournit dès à présent à une extraction de 1,400 à 1,500 hectolitres.

L'extraction de 3 à 4,000 hectolitres annoncée par le rapport de M. Tirlet, sera donc dépassée de près de 20%.

— On écrit de Nérac :

Le Comte de Boissy, neveu du marquis d'Aligre, et les marquis de Cornulier et de Montu, héritiers des Princes de Rohan et de la maison de Bouillon, viennent de former une vaste association pour mettre en valeur les terres de l'ancien Duché d'Albret, qui forment plus d'une dixième de notre arrondissement.

Les 36,000 arpens qu'ils vont mettre en culture régulière et dont une portion est déjà boisée, vont donner de la vie aux rives de la Gélise et de la Bays et propager chez nous les bonnes méthodes pour les semis et les exploitations de pins maritimes, déjà si heureusement entreprises par M. le Marquis de Lussignan, notre député.

— Une ordonnance royale vient de satisfaire à de nombreuses réclamations en réduisant à 78 fr. par bateau les droits de navigation sur le canal du Loing, qui met la Seine en communication avec la Loire. Cette mesure qu'on ne pouvait refuser plus longtemps aux besoins du commerce, va faciliter encore l'arrivage à Paris des houilles de la Loire et du canal du centre, et donner une nouvelle valeur à l'exploitation des charbons de terre de S<sup>r</sup> Bérain et S<sup>r</sup> Léger, qui vient d'être

prolongée au maximum d'activité par les nouveaux propriétaires.

— Voici le moment de rappeler aux familles de notre département qui désirent donner à leurs enfants une éducation solide, l'établissement que nous leur avons signalé plusieurs fois, l'institution dirigée à Paris par M. Guyot de Fernex. Cette maison est une de celles qui se distinguent chaque année par les plus brillants succès dans les concours. M. Guyot de Fernex, ancien professeur de rhétorique au collège Louis-le-Grand a exercé pendant quinze ans les plus hautes fonctions de l'enseignement public, et il compte onze de ses anciens élèves parmi les professeurs des collèges royaux de Paris.

Cette institution réunit aux études classiques ordinaires, un système complet de cours, tant pour les préparations aux écoles militaires, que pour l'enseignement commercial et les carrières industrielles.

— Il est actuellement bien démontré par les médecins français et étrangers (voir la gazette médicale et les journaux allemands) que la cholérine consistant en dérangemens divers de la digestion, tels que Nausées, Vomissements, Diarrhées etc. est toujours le prélude du choléra et qu'en faisant cesser ces divers accidens on peut éviter le développement de cette funeste maladie si promptement mortelle.

Au moment où le choléra épidémiq. de nouveau ses ravages sur une des belles provinces de la France, continue de désoler l'Italie et repart à Berlin à Danzig, nous croyons rendre un service important en rappelant à l'attention du public l'usage d'une liqueur saine et agréable. L'Exposition approuvée par l'Académie Royale de médecine et qui possède des propriétés de faire cesser immédiatement les vomissements, la diarrhée et de établir promptement l'harmonie des fonctions digestives.

Elle est composée avec une plante originaire de l'Indostan, où elle jouit d'une réputation méritée pour arrêter à leur début les symptômes précurseurs du choléra.

Nous ne connaissons point d'œuvre plus belle et plus utile dans son art, ni plus grande et plus riche dans ses moyens d'exécution, que celle qui s'est établie dans ces derniers temps sous la présidence de M. le duc de Montauvreny, et qui, par une méthode aussi sûre qu'ingénieuse, couvrira bientôt le sol de la France de bons livres dans tous les genres. Honneur aux hommes d'intelligence et de dévouement qui ont conçu une telle entreprise, et qui la soutiennent de leur nom, de leur fortune, de leur talent, de leur zèle ou de leur passion sociale? On ne les a point vus s'annoncer au public avec de pompeuses promesses et de brillantes séductions, pour réaliser les fonds nécessaires à l'exécution de leurs vastes projets: c'est dans le silence et sans recourir à la bourse d'autrui qu'ils ont élevé leur œuvre au point de prospérité que leur zèle intelligent et dévoué lui a fait si promptement atteindre; et, s'ils se montrent au grand jour, c'est quand ils sont pleins de succès et de vie. Du reste, c'est ce qu'on devait légitimement attendre d'une société riche de si beaux noms. Nous engageons vivement les véritables amis des lumières et de la religion à la seconder de tout leur zèle et de tous leurs efforts, et nous nous proposons de les en entretenir bientôt longuement dans un ou plusieurs articles, qui feront apprécier cette belle œuvre.

## VARIETES.

### GUIDE ET HYGIENE DES CHASSEURS.

Par le Comte de Langel, un beau volume in 80 avec planches et gravures, prix 5 fr. chez Bohaire libraire à Paris, et au bureau de notre journal.

Voici un livre d'une utilité réelle, bien que nous ne soyons plus au temps où florissait la grande vénerie et où l'on voyait figurer dans les états des maisons des Princes, un premier fauconnier, et chef des oiseaux du cabinet, ainsi qu'un Capitaine des levrettes de la chambre. La

chasse n'en est pas moins en honneur, et viennent les derniers jours du prochain mois d'août, nous verrons les chasseurs diligens se répandre dans la plaine, depuis le pied de la butte Montmartre jusqu'à l'extrémité de nos frontières, depuis l'humble tireur des muineaux francs et d'auzettes, jusqu'à la noble compagnie qui suit, au son de la trompe, la trace du cerf et du chevreuil.

L'auteur n'a point eu la prétention de faire un traité complet de la chasse, mais il a voulu qu'aucune instruction, aucun conseil, aucun avis et aucune indication ne manquassent au chasseur. Il a souvent invoqué l'expérience, jamais la routine; il a souvent mis à profit l'observation; mais il a toujours éloigné le pédantisme. Son livre est la conversation d'un homme éclairé qui a beaucoup appris, qui définit bien et qui connaît parfaitement l'art difficile d'enseigner à propos, sans ennui et sans fatigue.

Après avoir parlé des braconniers, l'auteur aborde tous les sujets qui intéressent toutes les personnes qui se livrent à l'exercice de la chasse, par exemple, les conseils d'un vieux chasseur, les préceptes éprouvés par l'expérience, les chiens de chasse, leur nature, les différentes espèces, leur éducation, l'usage qu'il faut en faire, leurs maladies, le meilleur système de traitement à suivre pour soigner cet ami du chasseur; le compagnon de ses peines, de sa gloire et de ses travaux, et aussi la manière la plus prompte d'administrer des secours aux personnes mordues par des chiens atteints d'hydrophobie. Le cheval de chasse traité sous le même point de vue d'utilité et d'enseignement pratique, la riche nomenclature du gibier de poil et de plume, depuis l'aluette jusqu'au sanglier, c'est à dire la véritable histoire naturelle du chasseur, ce maître de la nature terrestre; les armes à feu, chapitre remarquable et dont nous reparlerons plus bas, la poudre, cette munition si précieuse et si importante pour le chasseur, l'hygiène du chasseur, ses habitudes, ses fatigues, ses repas, son repos, ses joies et ses chagrins, ses blessures, ses défaites, ses conquêtes, ses triomphes, ses mécomptes, sa thérapeutique, tout ce qui touche la sollicitude personnelle la plus minutieuse, jusqu'à la prévoyance même de sa cuisine improvisée, et enfin le code du chasseur, forment les grandes divisions de ce livre qui a su tout exprimer en peu de pages, parce que l'auteur a eu le talent, si rare aujourd'hui, de décrire ce qui était simple, et de tout réduire à des formules simples sans obscurité et brèves sans sécheresse.

Le traité sur les armes à feu mérite une attention particulière. Cette matière est abordée avec un talent d'investigation qui ferait honneur aux ouvrages de la plus haute importance. Des arquesbuses aux fusils Robert, cette arme si admirablement perfectionnée, il y a loin. On peut mesurer la distance qui sépare ces deux armes par le temps que réclame chacune d'elles; il fallait cinq minutes pour faire passer une arquebuse à moitié de la charge au tir, cinq ou sept mouvements, selon l'état atmosphérique, étaient nécessaires pour faire feu. Avec le fusil Robert, un homme exercé peut tirer de 12 à 15 coups de feu par minute; la différence est donc dans la proportion de 5 à 789, en ne prenant que le terme moyen de 13 coups par minute. Ce chiffre de 5 à 789 mesure la distance des progrès que nous avons faits. Qui osera dire maintenant qu'il arrêtera cette marche de perfectionnement, toujours infatigable et toujours ascendante.

De tous les fusils connus, l'arme fabriquée d'après le procédé de M. Robert est sans contredit, celle dont le mécanisme est à la fois le moins compliqué, le plus facile à manier, le plus durable et le plus sûr. De nombreux essais contradictoires, c'est à dire, faits en présence des personnes manifestement opposées à cette fabrication, et devant toutes les objections possibles, ont levé tous les doutes et ont triomphé des répu gnances les plus tenaces.

La supériorité du fusil Robert est maintenant établie d'une manière incontestable. Dans les ex-

périences faites sous les yeux de l'auteur, passé maître dans la connaissance de l'arquebuserie, comme le prouve ce qu'il a écrit sur ce sujet, et sous les regards des membres du comité des arts mécaniques, M. Robert tira environ 60 coups de feu sans s'arrêter; on jeta de la terre dans la batterie; le tonnerre étant ouvert, on secoua l'arme, on frappant sur la crosse, on chargea et le tir ne fut point gêné, on trempa le fusil dans l'eau, et le tir continua immédiatement avec la même facilité. Cette démonstration est concluante; elle doit rassurer contre toute crainte d'accident. Le chasseur est certain d'avoir toujours une arme en bon état et qui prête à lui obéir ne peut jamais se retourner contre lui-même. Ce fusil remplit toutes les conditions désirées, nous n'hésitons pas à le dire. Il se charge promptement et avec facilité, jamais il ne devient embarrassant. Tous les ouvriers ferruriers peuvent le fabriquer, tous peuvent le réparer. C'est un grand avantage, et qui met le chasseur à l'abri de ces accidents de chasse qui rendent la plus vigoureuse ardeur au rôle passif d'un porteur de monnaie morte, ne laissant plus ici que le dépit et la lassitude à la place du plaisir qu'on se promettait au départ. Le fusil de chasse Robert canon de 28 pouces a percé 49, 50 et 54 feuilles de papier gris dit à chandelle; les 4 mes ses rivales essayées en même temps que lui, n'ont pas été au delà de 37 feuilles. L'auteur du livre Guide et hygiène des chasseurs a fait preuve de bons conseils et de sage expérimentation en recommandant aux chasseurs le fusil Robert.

Après avoir traité à fond tout ce qui a rapport à la santé du chasseur, et à son armement l'auteur fait les réflexions suivantes.

La chasse exerce d'abord nécessaire, et ensuite devenue un plaisir, un développement, en un art qui a ses principes, ses lois, sa théorie. Elle est un des plus précieux conservateurs de la santé; elle développe et accroît les forces de l'homme; elle tient sans cesse son industrie et ses plus nobles passions dans une activité belliqueuse; la ruse, la finesse, le courage, l'adresse, la présence d'esprit, la patience, toutes les qualités, tous les talents dont on peut s'enorgueillir, sont mis en jeu dans toutes les scènes variées de la chasse.

Un père de famille doit diriger les goûts de son fils vers la chasse. Cet exercice développe ses facultés physiques et le rend propre à supporter les grandes fatigues si ce goût se change en passion, tant mieux; ses idées se portant toutes du côté de la chasse, opéreront une diversion utile, ce sera du temps de gagné; plus tard une autre passion, à la quelle il doit payer son tribut, sera moins dangereuse, car le jeune homme aura plus d'expérience et pourra mieux choisir. Il faut au jeune homme, au moment où les passions se développent dans son âme, une occupation nouvelle qui l'intéresse par sa nouveauté, qui le tienne en haleine, qui lui plaise, qui l'appelle, qui l'exerce; une occupation dont il se passionne, et à la quelle il soit tout entier. Or, la seule qui me parait réunir toutes ces conditions est la chasse. On fait Diane ennemie de l'amour, et l'allégorie est très juste; les langueurs de l'amour ne naissent que dans un doux repos; un violent exercice étouffe les sentimens tendres; dans les bois, dans les lieux champêtres, l'amant, le chasseur sont si diversement affectés que, sur les mêmes objets, ils portent des images toutes différentes.

Les ombres fraiches, les bocages, les doux asyles du premier ne sont pour l'autre que des viands, des torts, des remises, où l'on n'entend que des signaux, que ramages, l'autre se figure les cors et les cris des chiens; l'un n'imagine que dryades et nymphes, l'autre que piqueurs, meutes et chiens.

Il y a eu dans tous les pays soumis à la Féodalité, dit Blaze; des restrictions à la chasse. Sous Louis XI. Sous Charles VIII. la peine de mort fut plusieurs fois appliquée.

Claupe de Seyssel nous apprend qu'alors il était plus rémissible de tuer un homme, que un cerf ou un sanglier. François 1<sup>er</sup> fâché qu'on le frus-

tré du dédit et passe temps qu'il passe à la chasse, et tant lui qu'autres seigneurs et nobles de son dit royaume, à qui, et non à autres, appartient coïrécrées à chasser pour éviter oisiveté et soit exercer aux dites chasses. Ordonnons pour la première fois une amende de deux cent cinquante livres tournois et ceux qui n'auront de quoi payer, seront battus de verges sous la custode, jusqu'à effusion de sang. Pour la seconde fois ils seront battus de verges autour des forêts ou ils auront diligué. Quand on fustigeait des pauvres braconniers autour des forêts de Fontainebleau, de Compiègne ou de S<sup>r</sup> Germain, ils devaient trouver la promenade un peu longue. Pour la tierce fois ils seront mis aux galères, et s'ils enfreignent leur ban seront punis du dernier supplice, les mêmes peines sont applicables aux récepteurs du gibier.

Michel Ange Blondin dit avec naïveté que la chasse est pour les Rois et les grands seigneurs, quant aux autres hommes, leur affaire est de travailler. Proterat arbitramus quod venatio pertinet ad Imperatorem, ad Regem, Ducem, Marchionem, Comitem, ad Nobilium virum et egragium civem; aliorum autem, hominum officium est domi propriis artibus vivere.

L'ouvrage du Comte de Langel est un des meilleurs livres qui aient paru depuis long-temps. Il est amusant par la variété des matières qu'il embrasse, il est instructif par la manière dont il traite chacune de ses matières. Aux yeux du monde il offre une lecture toute remplie d'intérêt, aux chasseurs il présente des règles toujours basées sur les leçons du passé et sur cette science qui ne s'acquiert que par une persévérance soutenue et des études bien dirigées.

On peut dire de ce volume, qu'il est à lui seul la bibliothèque du chasseur. E. B.

## OCTROI DE BASTIA.

### 3<sup>e</sup> AVIS.

Le Maire de la ville de Bastia, chevalier de l'Ordre royal de la légion d'honneur.

Préviend le public que le 2 octobre prochain à onze heures du matin, il sera procédé dans une des salles de l'Hôtel de ville à l'adjudication, au plus offrant et dernier enchérisseur, et à l'extinction des voix, des droits de l'octroi de cette même ville, à titre de bail à ferme, pour trois années consécutives qui commenceront le 1<sup>er</sup> janvier 1838, et finiront le 31 décembre 1840.

Les droits sont établis sur les boissons, les cuirs et peaux tannés ou corroyés, etc., les tabacs, d'après le tarif sanctionné par S. M.

La mise à prix dudit bail est fixée à cinquante deux mille cinq cents francs.

On n'admettra aux enchères que des personnes d'une moralité, d'une solvabilité et d'une capacité reconnues, et qui après s'être fait inscrire sur le tableau des candidats ouvert à la Mairie, auront obtenu du maire, quatre jours au moins avant l'adjudication, un certificat d'admission, sauf le recours à M. le Préfet.

Les personnes attachées aux administrations civiles, aux tribunaux, ou ayant une surveillance ou juridiction quelconque ne pourront être adjudicataires, ni associés de celui qui le sera, sous peine de résiliation et dommages intérêts.

Ne pourront pareillement, être admis aux enchères ceux qui ont contracté de quelq'un des objets compris au tarif.

Le cahier des charges, clauses, et conditions de l'adjudication est déposé au secrétariat de la mairie, pour être exhibé à tous ceux qui en voudront prendre connaissance.

Fait à Bastia, en l'Hôtel-de-Ville, le 6 septembre 1837.

Signé : LOTA.

## OCTROIS MUNICIPAUX.

Communes de Cervione et de S<sup>r</sup> Florent.

### 2<sup>e</sup> AVIS.

On fait savoir, que le 16 octobre 1837 à midi précis, il sera procédé par M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Bastia, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, à titre de bail à ferme, des droits des octrois des communes de Cervione et de S<sup>r</sup> Florent, pour trois

années consécutives qui commenceront le 1<sup>er</sup> janvier 1838, et finiront le 31 décembre 1840.

Les droits sont établis sur les boissons, et les comestibles.

La première mise à prix sera fixée :

### Savoir :

Pour l'octroi de Cervione de . . . 744 fr.

Et pour celui de S<sup>r</sup> Florent à . . . 1,000 »

On n'admettra aux enchères que les personnes d'une moralité, d'une solvabilité, et d'une capacité reconnues, qui après s'être fait inscrire sur le tableau des candidats, auront obtenu des maires, quatre jours avant l'adjudication, un certificat d'admission, sauf le recours au Préfet.

Aucune personne attachée aux administrations civiles, aux tribunaux, ou ayant une surveillance ou juridiction quelconque sur l'administration des Octrois, ne pourra être adjudicataire, ni associé de ceux que le seront, sous peine de résiliation et de tous dommages intérêts. Ne pourront, pareillement, être admis aux enchères ceux qui ont contracté de quelq'un des objets compris au tarif.

Le cahier des charges, clauses et conditions sont déposés aux secrétariats des Mairies, et de la Sous-Préfecture, où il en sera donné connaissance à toutes les personnes qui s'y présenteront ainsi que des renseignements qu'elles pourront désirer, tant sur le montant des produits, que sur la nature et les qualités des objets.

Fait à Bastia le 11 septembre 1837.

Le Sous-Préfet de Bastia,

Signé MORATI.

L'INDIENNE liqueur bruvée du roi aprouvée par l'Académie Royale de médecine douce, suave, agréable au goût, vraie liqueur de table; elle jouit des propriétés de faciliter la digestion, d'arrêter immédiatement les nausées, les vomissements, la diarrhée de faire cesser les flatulences et autres dérangemens du ventre.

Dépôt central, M. Lenoir, aux templeiers rue montmartre 149 à Paris.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Du 20 au 27 Septembre 1837.

### ARRIVÉES.

CAGNANO, Goëlette Constance, cap. Rogliano.

CERVIONE, Goëlette Providence, cap. Grassi.

CERVIONE, Tartane l'Assomption, cap. Osé.

CERVIONE, Bœuf St-Joseph, cap. Paoli.

LIVOURNE, Mistick St-Jean-Lac, c. Canavaglia.

CERVIONE, Tartane Conception, c. Guaitella.

VENZOLASCA, goëlette la villa de Bastia, cap. Zuani.

VIACCIO, Goëlette d'Etat l'Étoile, c. Gasquet.

CERVIONE, Chebeck St-Antoine, c. Marinetti.

CERVIONE, Bœuf Jésus et Marie, cap. Boza.

CAGNANO, Bombarde l'Assomption, c. Benigni.

LIVOURNE, Mistick l'Assomption, cap. Bonelli.

RIO, (île d'Elbe) Brigantin Ste-Catherine, cap. Regini.

VENZOLASCA, Gondole Conception, c. Laporta.

CERVIONE, Gondole Miséricorde, cap. Benso.

LIVOURNE, Gondole St-Joseph, cap. Paoli.

ALERIA, Bœuf St-Joseph, cap. Bertocci.

CERVIONE, Gondole l'Assomption, cap. Osé.

GENES, Tartane Conception, c. Guaitella.

VENZOLASCA, Brigantin Ste-Catherine, cap. Regini.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'Imprimerie de C. Fabiani.



